

*l'Anti*capitaliste

N°61 | JANVIER 2015 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



ISRAËL, UNE SOCIÉTÉ MODELÉE PAR LE COLONIALISME



SANTÉ :
UNE « CONVERGENCE » POUR
COMBATTRE « L'HOSTÉRITÉ »



**LES LUTTES POUR LE DROIT À
L'AVORTEMENT**



EGYPTE :
SOUS LE COUVERCLE DE LA
DICTATURE, UN PAYS TOUJOURS EN
ÉBULLITION

EDITORIAL		
Robert Pelletier	CGT : quelle sortie de crise ?	P3
ACTUALITE		
Commission nationale santé-sécu-social du NPA		
Une « Convergence » pour combattre « l'Hostérité »		P4
Philippe Batifoulier, Jean-Claude Laumonier	« Quand le patient devient client »	P7
Jacques Chastaing		
Egypte	Sous le couvercle de la dictature, un pays toujours en ébullition	P8
Jacques Chastaing	Egypte La portée de la grève à l'aciérie géante d'Helwan	P9
DOSSIER		
Henri Wilno	Israël Une droite qui sait où elle va	P12
Yann Cézard	Le sionisme, du « rêve » au cauchemar colonial	P13
Yann Cézard	Le Bund	
Un mouvement révolutionnaire contre l'oppression antisémite et le sionisme		P17
Yann Cézard	De 1948 à aujourd'hui La colonisation à tombeau ouvert	P18
Michel Warschawski, Henri Wilno		
La perspective révolutionnaire d'un vivre-ensemble		P21
REPÈRES		
Mathilde Breton	A 40 ans de la loi Veil Les luttes pour le droit à l'avortement	P24
Virginia de la Siega		
La centralité de la lutte pour les droits reproductifs des femmes		P27
EN DEBATS		
Denis Godard	Racisme Pourquoi les Roms et les Musulmans ?	P29
LECTURES		
Vincent Duse	Souffrance au travail et capitalisme	P33
Manuel Cervera-Marzal	La révolution en « commun »	P34
FOCUS		
François Brun		
En Méditerranée, des politiques migratoires toujours plus meurtrières		P36

Photothèque rouge/Milo.



S'ABONNER PAR CHEQUE
à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Stranger
Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE
En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste
la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:
Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno
Pour contacter la rédaction: contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:
Ross Harrold

Diffusion:
01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:
0519 P 11509

Numéro ISSN:
2269-370X

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:
3 000 exemplaires

Maquette et impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Illustration couverture : Le 28 novembre 2014 près de Jéricho, lors d'une manifestation de protestation contre une implantation sioniste. Reuters/Mohamad Torokman.

CGT : quelle sortie de crise ?

PAR ROBERT PELLETIER

Ainsi, Thierry Lepaon fait de la résistance. Jusqu'à quand ? Après avoir laissé passer les orages médiatiques, le secrétaire général de la CGT, appuyé par une partie du bureau confédéral et de la commission exécutive confédérale, a organisé une patiente contre-offensive. Le trésorier confédéral a servi de fusible à retardement autour des questions soulevées par les factures d'appartement et de rénovation de bureaux. La retraite « casquette » est défendue comme légitime pour compenser les retards de cotisation retraite, conséquences de plusieurs années de chômage, une pratique habituelle dans la CGT. Si de nombreuses structures, de nombreux militants s'indignent, protestent contre ces pratique, les rebondissements et la prolongation des attaques ont comme conséquence des réflexes d'autodéfense de la confédération.

Cette résistance, ces réflexes ne trouvent un écho, une assise, que parce que les questions soulevées traversent toute la CGT, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, et ceci depuis même leurs premiers pas.

Dès la naissance d'organisations censées représenter le mouvement ouvrier, les directions ont pris prétexte des difficultés de la situation, de la période, pour justifier leurs renoncements. Cette adaptation politique est allée de pair avec un rapprochement des modes de fonctionnement, des modes de vie de celles et surtout d'ailleurs de ceux qui se sont portés dans les directions, avec ceux de leurs « adversaires ».

MORDRE LA MAIN QUI TE NOURRIT ?
Une des difficultés tient au fait que cette institutionnalisation ne s'est pas limitée aux sommets des appareils mais s'est étendue à l'ensemble des organisations. Dès la mise en place des délégués du personnel en 1936, quelques voix (alimentées par un fond d'anarcho-syndicalisme encore présent à ce moment dans la CGT) se sont élevées pour mettre en doute l'indépendance de délégués dont l'activité militante serait rémunérée par les patrons.

La multiplication des commissions, des négociations collectives a donné de l'ampleur, une assise matérielle à des différenciations où les dérives politiques

accompagnent les dérives de fonctionnement. Après 1945, le développement des comités d'entreprise et d'un secteur nationalisé ont accéléré l'institutionnalisation, la bureaucratisation jusqu'au niveau de l'entreprise. L'élargissement des moyens matériels des appareils syndicaux est allé croissant avec le développement de la formation professionnelle, du secteur nationalisé, des diverses structures prolongeant les comités d'entreprises (conseil d'administration, comité centraux d'entreprise, comités de groupe, comités de groupe européens, voire mondiaux). Dans ces institutions, les modes de désignation vont de pair avec des fonctionnements technocratiques et des modes de vie (hôtels, repas, déplacements, soirées festives, etc.) qui éloignent rapidement des difficultés rencontrées au quotidien par les militants et les salariés. Cette bureaucratisation faite d'intégration politique et de différenciation sociale imprègne largement l'ensemble des organisations syndicales, parfois au cœur même des entreprises notamment dans les grands groupes (Renault, EDF-GDF, grands groupes de la sidérurgie, de la chimie, etc.). Cela explique la frilosité de nombre de structures dans la remise en cause des fonctionnements confédéraux. Le tout étant totalement lié aux stratégies syndicales faites de capitulation face au patronat et au gouvernement.

RECONSTRUIRE LE MOUVEMENT OUVRIER
Malgré tout, ce qui est notable dans les développements de l'actuelle crise de la CGT, c'est que les prises de positions de nombreuses structures lient les deux questions. Celle de l'orientation et celle de la démocratie syndicale. Mais dénoncer ne suffira pas. Il faut indiquer des pistes pour sortir de la crise de la CGT et du mouvement syndical. Faire vivre la démocratie syndicale, construire une orientation « lutte de classe », non seulement indépendante du gouvernement, du patronat mais en opposition totale avec leurs politiques, signifie s'attaquer à la reconstruction d'un mouvement ouvrier sur ces bases. Cela ne saurait se faire indépendamment d'une modification du rapport de forces entre les classes, d'un renouveau significatif des mobilisations. La prochaine échéance est la construction d'une mobilisation à la hauteur des enjeux portés par la loi Macron. □

« Cette bureaucratisation faite d'intégration politique et de différenciation sociale... » DR.



Une « Convergence » pour combattre « l'Hostérité »

PAR LA COMMISSION NATIONALE SANTÉ-SÉCU-SOCIAL DU NPA

Née le 18 juin 2014 à Caen, la « Convergence des Hôpitaux en lutte contre l'Hostérité » réunit plus de 60 établissements de toutes catégories (CHU, hôpitaux généraux, établissements de psychiatrie, pour personnes âgées ou médico-sociaux). Deux manifestations nationales ont été organisées à son initiative à Paris, les 23 septembre et 18 novembre 2014.

La Convergence cherche à répondre à une double réalité : la multiplication de luttes au cours des derniers mois, et leur isolement dû au refus des directions des principales fédérations syndicales de les coordonner. L'appel à la première AG des hôpitaux, le 4 avril à Caen, situait bien le problème : « Partout les hôpitaux souffrent des mêmes maux (...) Aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à la contestation hospitalière par hôpital (...) mais bien de donner une réponse nationale à un problème national. »

Face à des situations insupportables (manque d'effectifs, restructurations, introduction des méthodes de gestion du secteur privé), des luttes éparses ont touché depuis deux ans de très nombreux services et établissements hospitaliers. Mais dans le meilleur des cas elles aboutissent à des succès ponctuels, souvent vite remis en cause, alors que les salariés ont affaire à une offensive globale menée par les gouvernements, hier de droite, aujourd'hui « de gauche ».

Aucune riposte syndicale sérieuse ne s'est opposée aux réformes libérales de grande ampleur intervenues dans le secteur hospitalier depuis 2003 (réformes de la tarification et de la « gouvernance », loi HPST dite « Bachelot »). Avec l'arrivée au pouvoir de Hollande, c'est le « dialogue social » qui prévaut entre les dirigeants des principales fédérations et le gouvernement : une « concertation » sans luttes dont la seule fonction est de faire avaliser les projets gouvernementaux moyennant quelques miettes.

Les directions syndicales renoncent ainsi ouvertement (CFDT) ou dans les faits (CGT et FO) à un syndicalisme fondé sur la mobilisation et le rapport de forces. Quant à la fédération SUD santé-sociaux, si elle affirme bien le projet de coordonner les luttes, ses forces limitées ne lui permettent pas, seule, d'avancer dans cette direction. Les équipes syndicales (essentiellement CGT et SUD) qui sur le terrain continuent d'organiser la résistance, vivent de plus en plus mal cette situation.

L'APPEL DE CAEN

Ainsi s'explique l'écho très large rencontré par l'appel, en mars 2014, de l'intersyndicale CGT/SUD et des salariés en lutte de l'EPSM (établissement public de santé mentale) de Caen. Par deux fois, ils ont mis en échec le plan d'austérité que voulaient leur imposer leur direction et l'Agence régionale de santé. Ils ont alors été confrontés à une très forte répression (intervention de la police, condamnations en justice) cherchant à interdire, de fait, toute poursuite de la mobilisation. L'exemplarité de leur lutte leur a donné la légitimité pour s'adresser à tous les hôpitaux confrontés aux mêmes difficultés.

Leur démarche est unitaire, portée par la section SUD et un fort syndicat CGT, ayant une audience non seulement dans sa région mais aussi au sein de sa fédération. Cela a permis, lors des premières assemblées générales des hôpitaux, une participation aussi importante de syndicats CGT que de syndicats SUD.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION

Malgré la multiplication des conflits hospitaliers, on est encore très loin d'une mobilisation et d'une grève reconductible sur le plan national. Il faut pour cela surmonter le scepticisme, le poids des défaites passées, les déceptions et le désarroi produit par l'aggravation de l'austérité sous un gouvernement « de gauche », l'inaction des directions syndicales. Celles-ci (à part SUD santé-sociaux) s'opposent de manière très déterminée à toute tentative de généralisation d'un mouvement échappant, de plus, à leur contrôle. La réaction de la direction de la fédération CGT, tentant de s'opposer par tous les moyens à la participation de ses syndicats à la Convergence, en témoigne.

Il est vraisemblable que la généralisation des « plans de retour à l'équilibre » et d'attaques telles que la loi de financement de la sécurité sociale 2015 et le « pacte de responsabilité » fasse mûrir les conditions pour de grandes luttes, mais les rythmes en sont encore imprévisibles. Il ne s'agit donc pas pour la Convergence, dans le rapport des forces

actuel, de « décréter » ou de lancer des incantations à une grève générale des hôpitaux, mais de prendre des initiatives concrètes pour avancer dans cette direction en s'appuyant sur les luttes existantes. A l'étape actuelle la Convergence joue le rôle d'un comité unitaire de mobilisation pour une lutte généralisée des hôpitaux, s'appuyant sur des équipes syndicales combattives.

Au cours des deux premières assemblées générales, en avril et en mai, les participants ont appris à se connaître, fait ensemble un « état des lieux » et commencé à débattre des actions à mener. Puis les trois manifestations, à Caen puis à Paris (juin, septembre, novembre), où se sont retrouvées des délégations significatives venues des régions, ont eu pour but de donner une visibilité nationale au mouvement naissant. La Convergence s'est dotée de moyens pour faire circuler l'information, populariser les luttes existantes, réagir face à la répression, préparer les initiatives, avec la création d'une page Facebook et la mise en place d'une équipe d'animation. Elle a élaboré une plateforme revendicative. Son logo commence à s'afficher dans les établissements sous forme de badge ou d'autocollants.

Lors de la dernière AG, en novembre, le débat s'est engagé pour passer à une nouvelle étape : nécessité de continuer à rythmer la mobilisation par des initiatives régulières, mais celles-ci ne peuvent être la répétition de manifestations nationales qui risqueraient d'épuiser les moyens financiers et militants sans permettre une nouvelle avancée. Tout en maintenant bien visible la dimension nationale de la mobilisation, il a été décidé de la poursuivre, dans l'immédiat, sous forme d'action locales et décentralisées, s'appuyant sur les luttes locales. Pour cela, il est nécessaire de travailler à l'enracinement de la Convergence dans les établissements, là où elle est déjà présente, mais surtout là où elle n'est pas : pour s'élargir, la Convergence doit se structurer.

La Convergence est d'abord un outil d'unité syndicale, et sa force est de faire travailler ensemble des équipes syndicales (essentiellement CGT et SUD) implantées dans les établissements, sans lesquelles il sera impossible de construire un mouvement d'ensemble.

Elle n'a donc pas vocation à devenir une organisation supplémentaire à côté des forces syndicales. Mais la Convergence a aussi un large impact auprès d'un courant de salariés combattifs, jeunes en particulier, qui ne se reconnaissent pas dans le syndicalisme tel qu'il existe aujourd'hui, même s'ils ne sont pas hostiles aux syndicats. Si elle s'appuie sur les forces syndicales, elle doit pouvoir permettre à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ses objectifs d'y trouver leur place et de la construire. Des réponses concrètes à ces questions sont à inventer.

Produit de la crise du syndicalisme, la Convergence peut contribuer à en être la solution. En rassemblant et en faisant travailler ensemble les syndicats attachés à un syndicalisme de lutte, elle peut contribuer à faire émerger dans le syndicalisme hospitalier un courant intersyndical combattif et unitaire, capable d'animer et de coordonner démocratiquement les luttes à venir, et de lui gagner des forces nouvelles, pour l'instant inorganisées syndicalement.

UN OUTIL PORTEUR D'AVENIR

Dans la perspective, vraisemblable, du développement des luttes hospitalières contre l'austérité, l'acquis de la Convergence, même avec des forces limitées, peut être décisif. Les grandes luttes sociales, dès qu'elles prennent une dimension nationale, butent sur une difficulté majeure : même si à la base elles s'organisent démocratiquement et sont contrôlées par des assemblées générales de salariés en lutte ou de grévistes, les décisions centrales concernant les négociations, la poursuite ou non de l'action, les initiatives nationales à prendre restent totalement entre les mains des appareils des fédérations syndicales.

La grève des cheminots de juin 2014 contre la réforme ferroviaire en a fourni une nouvelle illustration. Menée sur le terrain par des AG combattives animées par les militants CGT et SUD, elle n'a pu aboutir, la coordination de la lutte étant restée entre les mains des fédérations syndicales qui l'ont laissée progressivement s'essouffler. Si une lutte de cette nature se développait dans les mois à venir dans le secteur hospitalier, on voit ce que permettrait l'existence préalable de la Convergence. Une partie des équipes syndicales sur le terrain se connaîtraient et auraient l'habitude de travailler ensemble. Elles pourraient contribuer à construire une coordination démocratique nationale du mouvement, émanation des

salariés et syndicats en lutte, susceptible de contrôler démocratiquement les négociations, décider de la poursuite ou non du mouvement, prendre des initiatives nationales.

Enfin le combat de la Convergence contre « l'Hostérité » ne se limite pas à la défense des revendications des personnels hospitaliers. Elle commence à être rejointe par des salariés du secteur social et médico-social, et s'ouvre aussi aux salariés de la santé privée qui subissent également les conséquences d'un système de soins fondé sur le profit. Elle s'attaque à toutes les dimensions de l'austérité dans la santé : défense du service public contre la marchandisation et la privatisation de la santé, défense de la Sécu. Elle a ainsi pu être rejointe par la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, ainsi que des associations de patients et de défense du droit à la santé. Elle a le soutien du collectif « Notre santé en danger » et, dans ce cadre, des partis politiques à la gauche du PS.

Alors que se développent dans toute l'Europe (Belgique, Grande Bretagne, Grèce, Portugal, « marées blanches » en Espagne) des résistances massives aux attaques sur les systèmes de santé, l'hirondelle de la Convergence ne fait pas forcément le printemps des luttes, mais elle peut y contribuer. □

Collectif contre l'Hostérité du Nord devant le ministère de la Santé, le 23 Septembre 2014 à Paris. Photothèque rouge/Milo.



ENTRETIEN AVEC PHILIPPE BATIFOULIER

« Quand le patient devient client »

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Enseignant chercheur à l'Université de Paris Ouest Nanterre, membre du collectif des « économistes atterrés », Philippe Batifoulier vient de publier « Capital Santé, quand le patient devient client ». Il a bien voulu, à cette occasion, répondre à nos questions.

Vous parlez dans votre livre de « la diversité des privatisations » de la santé. Pourquoi ce pluriel ?

Le processus de privatisation, en matière de santé, ne désigne pas de changement de statut juridique comme ça peut l'être pour les entreprises publiques qui sont privatisées. On ne trouve rien de tel en matière de santé en France. Dans sa forme générale, la privatisation en santé désigne l'organisation d'un transfert du public vers le privé et s'inscrit dans la thématique générale de casse des services publics et de la promotion du privé dans le financement ou l'organisation des soins.

Cette privatisation a de multiples visages. Elle peut tout d'abord se présenter comme un transfert de financement du public vers le privé. La débâcle de l'assurance maladie pour les soins courants (hors hôpital et hors affection de longue durée), qui ne sont plus remboursés qu'à 55 % du total, impose aux patients de faire financer leurs soins par une assurance privée quand ils en ont une ou directement par leur porte-monnaie. Cette privatisation est très inégalitaire car elle touche d'abord ceux qui ont besoin de soin. Nous ne sommes pas tous égaux face à la maladie et les plus pauvres ont non seulement une vie plus courte mais aussi des problèmes de santé plus fréquents.

Ces inégalités face à la maladie et à la mort sont renforcées par la privatisation du financement du soin. Les plus pauvres sont les plus malades, mais ce sont aussi les moins

bien couverts. Plus on a besoin de soin, moins on est financé ! Les assurances complémentaires sont très inégalitaires et le moindre euro transféré à l'assurance santé complémentaire est un euro d'inégalité.

Cette privatisation du financement du soin est aussi très coûteuse pour le patient. Partout où l'assurance complémentaire est dominante (l'optique,

raires demander si le patient a une bonne mutuelle pour se laisser aller à le faire payer cher ? Quand la sécurité sociale se retire, la dépense de santé augmente !

Enfin, cette privatisation est inefficace quand elle augmente les dépenses publiques que l'on veut réduire. En effet, le retrait de la sécurité sociale et le report sur l'assurance complémentaire activent des renoncements aux soins, des retards et des reports vers l'hôpital. La maladie s'aggrave et la dépense de santé n'est pas seulement différée, elle est aussi majorée. Système absurde, puisque qu'il augmente les dépenses publiques, mais pas si absurde que ça si le secteur privé se réserve les « petits risques » et laisse le « gros risque » coûteux au secteur public. On applique ainsi au secteur de la santé un principe classique du capitalisme : la socialisation des pertes et la privatisation des profits.

Si elle est la plus connue, cette privatisation n'est pas la seule. Elle peut aussi concerner la délivrance des soins et non uniquement leur financement. Dans ce domaine, les pouvoirs publics ont délégué à des acteurs privés un certain nombre de tâches qui leur incombaient. Cette privatisation par transfert de compétences est imposée au patient et fait rarement l'objet d'un débat démocratique. Un exemple emblématique de ce type de stratégie est l'abandon à la médecine libérale de l'accès territorial aux soins de premier recours. Les déserts médicaux en sont une conséquence dramatique. L'abandon de service public

dans la délivrance des soins s'observe aussi dans le transfert de mission de service public aux hôpitaux privés. La notion même de service public devient un moyen de développer la concurrence car l'hôpital public n'en a plus le monopole et les opérateurs sont en compétition pour se voir octroyer les missions de service public.

L'hôpital public serait lui-même affecté par cette logique de privatisation ?

Il est en effet invité à fonctionner comme une entreprise privée. La privatisation n'est pas celle du financement car on reste bien remboursé à l'hôpital. Elle est plus insidieuse car elle fait de l'hôpital une entreprise comme une autre qui se doit d'être bien gérée. Or, les règles de bonne gestion sont décrétées venir du secteur privé. Désormais, la « bonne gestion » n'a pas de lieu ni de frontière : elle est universelle.

La folie managériale s'est donc emparée de l'hôpital public qui est la proie des cabinets de conseil en organisation qui vont mettre en œuvre la performance à partir de techniques venant de l'industrie. Il n'y aurait pas de problèmes de moyens et d'emplois à l'hôpital, mais que des problèmes d'organisation : il faut optimiser les places (c'est-à-dire des lits) ou les périodes et durées d'utilisation des blocs opératoires.

Le développement de la culture de résultat conduit à rendre impossible le travail des soignants. La pression à la productivité et à la rentabilité est vécue comme une injonction à mal faire son travail. La chasse aux temps gratuits et le dénigrement de tout ce qui est non mesurable anémie la qualité du travail et met à mal la mission d'équité dans l'accès aux soins qui fait la spécificité et la fierté du métier de soignant. La souffrance des soignants déteint alors sur celle des patients. Ils s'accusent eux-mêmes de maltraitance involontaire ! La pression à réduire le coût et la durée des séjours sans tenir compte de l'incidence thérapeutique et de l'environnement social du patient nuit à sa santé. La prime aux soins techniques standardisés va à l'encontre d'une médecine de qualité quand les actes ne peuvent pas être routiniers.

Selon vous, la privatisation du système de santé passe par la transformation du patient en « acteur économique ». Comment s'opère cette transformation ?

Comme la privatisation est aussi celle des esprits, elle peut modifier de l'intérieur l'interaction médecin-patient. Ainsi pour financer leurs soins, les patients peuvent développer des stratégies qui les conduisent à se conduire en consommateurs. Or, en matière de santé, les patients ne sont pas naturellement dans un état de consommateurs. Ils sont coachés par les pouvoirs publics qui vont leur fournir les ressources pour qu'ils s'emparent d'un pouvoir de marché.

Le développement des dépassements d'honoraires a activé chez les patients la recherche d'informations sur les prix que fournit le site de l'assurance maladie. Téléphoner au cabinet médical pour connaître les honoraires ou chercher l'information sur Internet est un comportement nouveau qui relève d'une logique de consommateur. Partout où les prix sont élevés du fait du désengagement de l'assurance publique, le patient est incité à comparer les prix. C'est dans cette perspective que la loi sur la consommation de février 2014 a autorisé les patients à se fournir sur Internet pour les lunettes et à se conduire en consommateurs avisés. Cette concurrence libre et non faussée est rendue possible par l'obligation faite aux ophtalmologistes d'indiquer sur l'ordonnance la distance entre les deux pupilles.

C'est en tant que consommateur éclairé (et non plus en tant que malade angossé) que le patient est sollicité pour faire jouer la concurrence. Il peut être amené à arbitrer entre une consultation médicale pas chère (au tarif de la sécurité sociale) mais dans six mois, ou une consultation tout de suite avec le même médecin mais au prix fort. Les palmarès des hôpitaux qui trouvent un large lectorat (et assurent ainsi des recettes publicitaires aux groupes de presse) invitent à la comparaison et à la mise en concurrence des établissements.

Vous appelez dans les dernières pages de « Capital Santé » à une « insurrection du patient ». Quelles seraient selon vous les grandes

lignes d'une alternative à la privatisation du système de santé ?

La santé est plongée dans un désert démocratique, le patient a été dépossédé d'un débat auquel il a droit. Le leitmotiv de la baisse « nécessaire » de la dépense de santé n'est pas discuté.

Si l'on peut s'accorder pour ne rembourser que des actes médicaux et stratégies de santé utiles pour la santé et le bien-être, la définition que l'on donne de l'utilité ou de l'inutilité relève d'un rapport de forces et non d'un fait de nature. Une même dépense sera justifiée, ou non, selon que sera privilégié le point de vue du patient ou celui du capitalisme sanitaire. Son remboursement révèle un état donné des rapports sociaux. Or, l'état actuel du rapport de forces est préjudiciable au patient. Certains soins médicalement injustifiés sont parfois très bien remboursés par les budgets publics. Le pouvoir exorbitant de l'industrie pharmaceutique conduit à faire payer chèrement des médicaments inutiles quand ils ne sont pas dangereux, du moment qu'ils sont bons pour le chiffre d'affaires. *A contrario*, des dépenses médicales nécessaires, voire indispensables, restent mal remboursées : les prothèses dentaires et auditives, les lunettes ou même la visite au médecin, coûteuse s'il est en dépassement d'honoraires.

Ce sont les acteurs dominants qui décident de la légitimité ou non d'un besoin de soin et de son remboursement par les budgets publics. Dans ces conditions, la revendication d'une prise en charge publique à 100 %, si elle est nécessaire parce que le privé coûte plus cher que le public tout en étant fortement inégalitaire, n'est pas suffisante. Elle doit s'accompagner d'une véritable insurrection du patient pour défendre ses propres priorités.

Le patient doit réinvestir les différents espaces de démocratie et reconquérir le droit à participer à des décisions qui le concernent au premier chef. □



Philippe Batifoulier, *Capital Santé*. Quand le patient devient client, La Découverte, 2014, 240 pages, 15 euros.

EGYPTE

Sous le couvercle de la dictature, un pays toujours en ébullition

PAR JACQUES CHASTAING

Bien des commentateurs limitent leur vision de l'Égypte à la répression du régime militaire de Sissi et en déduisent que la révolution est morte. Or, si cette répression est bien réelle et d'une brutalité inouïe, c'est parce que la révolution continue à travailler en profondeur et que le pays réel échappe de plus en plus au pouvoir.

Cette violence spectaculaire, parce qu'elle dure sans discontinuer depuis un an et demi, témoigne moins de la force du régime que de ce qu'il fait face à des vagues incessantes de contestation qu'il n'arrive pas à briser, tout juste à contenir.

Vu d'ici, on aurait tendance à ne voir que les condamnations de militants, les procès à grand spectacle où plus de 600 Frères Musulmans ont été condamnés à mort (encore 188 début décembre). On voit également que le régime a emprisonné plus d'opposants en un an et demi que celui de Moubarak durant toute son existence ; que les droits de grève et de manifestation sont quasi supprimés, que les manifestants sont battus, arrêtés, torturés, condamnés, emprisonnés ; qu'ils ont été plusieurs centaines cet automne, dans les prisons et en dehors – encore maintenant –, en grève de la faim pour exiger la libération des prisonniers politiques, la suppression des tribunaux militaires, l'abrogation des lois répressives ; que bien de ces militants et d'autres sont morts ou en voie de mourir ; que la presse est censurée, les journalistes poursuivis et des partis interdits ; et, pour couronner le tout, que le 29 novembre, Moubarak, ses deux fils, son ministre de l'Intérieur et six autres personnalités du régime renversé par la révolution ont été acquittés par un tribunal.

Tout cela est vrai et mérite notre indignation, nos protestations les plus vives, notre solidarité la plus active avec les militants égyptiens. Mais ce que l'on voit moins, c'est à quoi tente de répondre cette répression : l'incessante agitation contestatrice des Égyptiens, qui ne cesse de gagner en profondeur et en ampleur.

Le pays a connu plus de grèves de travailleurs ces deux dernières années que pendant la décennie ayant précédé la révolu-

tion de janvier-février 2011. La question sociale a dominé la scène égyptienne sous Sissi en février et mars 2014, lorsqu'un mouvement de grève d'ensemble pour l'élargissement et l'augmentation du salaire minimum de la fonction publique, allant de l'industrie textile à l'industrie métallurgique en passant par cent autres professions, y compris du commerce, a fait tomber le premier gouvernement de Sissi. Sous la dictature !

Ce mouvement s'est de plus donné deux coordinations indépendantes des appareils syndicaux avec, pour la première fois dans l'histoire de cette révolution, un large programme national ouvrier répondant aux principaux problèmes sociaux du pays, de la nationalisation du secteur productif jusqu'à une forte augmentation du budget de la santé et l'exigence de « dégager » tous les petits Moubarak du haut en bas de l'appareil d'Etat et de l'économie.

GRÈVES ET MANIFESTATIONS INTERDITES, MAIS OMNIPRÉSENTES

C'est l'apparition de ces coordinations qui a poussé Sissi à se présenter aux élections présidentielles de mai, pour détourner le mouvement de grèves vers une voie de garage électorale. Mais en août et septembre, un mouvement se déclenchait dans les secteurs les plus pauvres et les moins organisés de la classe ouvrière pour exiger des augmentations de salaires ; le gouvernement cédait, en particulier aux ouvriers des briqueteries qui représentent plus de 500 000 salariés. Et fin novembre, ce sont les 11 000 ouvriers des aciéries d'Helwan, un secteur emblématique du monde du travail, qui reprenaient la lutte (voir ci-contre). En octobre, les étudiants manifestaient en nombre contre la « sécurisation » policière des universités. En novembre, les organisations paysannes menaçaient d'une grève

de la production agricole – toujours d'actualité – pour l'annulation de leurs dettes et un bon système de santé. Des femmes, massivement depuis des mois, enlèvent leur voile, multiplient les selfies de dévoilement sur internet, ouvrent des sites de témoignages, dénoncent leur oppression et la religion. Dans la rue, les spectacles et sur internet, l'athéisme jaillit et s'affiche.

Les manifestations et les grèves sont interdites, mais il y en a tous les jours. Les partis révolutionnaires comme le « Mouvement du 6 avril » sont interdits, mais celui-ci tient des conférences de presse. L'athéisme est interdit mais les groupes athées se multiplient. L'oppression des femmes, à la base de cette société patriarcale, vole en éclats. La société craque dans toutes ses coutures, la place Tahrir a pénétré tous les foyers. La question sociale va marquer la période à venir.

Les hauts-fourneaux d'Helwan. DR.



La portée de la grève à l'aciérie géante d'Helwan

PAR JACQUES CHASTAING

Les 11 000 travailleurs de la Compagnie des Fers et Aciers d'Helwan sont entrés en grève avec occupation samedi 22 novembre 2014 pour exiger, principalement, le paiement de leurs « bonus » (une participation aux bénéfices), le limogeage de leur directeur et la réembauche des ouvriers licenciés précédemment, notamment lors de la grève de décembre 2013 ; ensuite, pour dénoncer la gestion calamiteuse de l'entreprise nationale.¹

Cette grève est importante par le nombre de salariés de cette entreprise, la puissance symbolique de cette usine géante de la métallurgie et sa situation dans une banlieue populaire du Caire de plus de 600 000 habitants. Mais sa portée va bien au-delà, socialement et politiquement.

UNE PORTÉE SOCIALE QUI DÉPASSE LARGEMENT L'ENTREPRISE

La grève d'Helwan a démarré parce que lors de « l'assemblée générale » (assemblée de bilan annuel qui réunit direction, syndicats et salariés) la direction n'a annoncé que de lourdes pertes sans déclarer de bénéfices, alors que la loi « oblige » les directions des entreprises nationales à accorder des « bonus » aux salariés en fonction de ces bénéfices. Or ces « bonus » représentent pour les ouvriers des sommes importantes qui

peuvent aller de un à deux mois de salaire, parfois plus.

On comprend que les salariés soient en colère. Non seulement ces prétendues pertes suppriment une bonne partie de leurs revenus mais elles servent d'excuses pour exiger plus d'effort au travail et licencier un certain nombre de salariés. De plus, le Center for Trade Union and Workers' Services (CTUWS) a déclaré que ces pertes étaient factices et n'avaient pour but que de préparer une privatisation à bas coût. Les travailleurs dénoncent ainsi le fait qu'un des quatre haut-fourneaux de l'usine ne marche pas faute d'approvisionnement suffisant en charbon. Alors, disent-ils, s'il y a vraiment des pertes, c'est soit volontaire, soit du fait de l'incompétence de la direction et dans les deux cas, elle doit être « dégagée ».

Les travailleurs ont bien des raisons d'être méfiants, car déjà l'an passé, comme depuis dix ans, l'entreprise n'a annoncé que des pertes, ce qui avait déjà occasionné une grève en décembre 2013 pour les mêmes revendications qu'aujourd'hui et, à cette occasion, une volée de promesses du pouvoir... non tenues. Par ailleurs, la colère des salariés est aussi fortement alimentée par le fait que le leader de la grève de 2013, Ayman Sobhy Hanafy, s'est suicidé en se jetant dans le Nil, après être tombé en dépression suite à son licenciement par la direction, sans que cette dernière ne lui ait accordé dédommagements et pension. Mais au delà des problèmes de cette entreprise, ce qui fait de cette grève une question d'ordre nationale est que les problèmes qu'elle soulève sont aussi ceux de la plupart des autres entreprises industrielles publiques, qui n'annoncent

bien souvent que des pertes. Cela implique qu'elles ne donnent pas de « bonus » – c'est-à-dire baissent les salaires –, tournent à mi-production, donc restructurent, ferment des ateliers moins « rentables », augmentent la productivité, licencient et préparent ainsi probablement leur privatisation. Toute la politique du gouvernement actuel – comme d'ailleurs des gouvernements précédents depuis 2004 – va dans le sens de cette préparation d'une nouvelle vague de privatisations.

Or ce secteur des entreprises industrielles nationalisées, avec au centre les usines géantes de la métallurgie et du textile, représente à lui seul 250 000 salariés, dont bien des « assemblées générales » sont à venir.

UNE GRÈVE QUI EN PROLONGE D'AUTRES

Par ailleurs, cette grève suit deux mouvements importants des ouvriers et en accompagne un autre, celui des étudiants.

En février et mars 2014, un vaste mouvement de grève des salariés de l'industrie publique pour l'extension à leur secteur de la hausse du salaire minimum accordé aux fonctionnaires d'Etat, entraîné par les ouvriers de l'industrie publique du textile, avait été à l'origine de la chute du gouvernement d'alors. Cela avait provoqué la candidature précipitée de Sissi aux présidentielles de fin mai. En effet, ce dernier avait estimé, devant l'urgence sociale, que les élections présidentielles et son cortège de promesses était le meilleur moyen pour détourner les aspirations ouvrières.

Cela lui avait réussi puisque, soutenu

par tous les appareils syndicaux nationaux, anciens ou nouveaux, et la majeure partie de la gauche nassérienne, stalinienne ou social-démocrate, il était ainsi parvenu à mettre fin à la grève. Depuis, il s'était dépêché de tenter de briser toutes les libertés d'expression, de manifestation et de grève, par une répression d'une violence extrême. Cependant, déjà en août puis début septembre, après le mois du ramadan, une deuxième vague de grèves avait resurgi dans le pays, venant exiger de Sissi qu'il honore ses promesses, avec notamment la grève victorieuse des ouvriers des briqueteries.

Toutefois, ces grèves ne touchaient le plus souvent que les secteurs les plus pauvres et les moins organisés de la classe ouvrière égyptienne. Un peu comme s'il fallait du temps aux secteurs les plus organisés et militants pour digérer la trahison de tous leurs représentants syndicaux et politiques nationaux, qui soutiennent ou ont soutenu Sissi. Ou encore du temps pour revenir de leurs illusions, pour ceux, à la base, qui avaient pu être séduits par les promesses du candidat Sissi. Celui-ci, en effet, aimait à se présenter sous les couleurs de la démagogie nassérienne.

Avec la grève de l'aciérie d'Helwan, on assiste à une nouvelle étape des luttes de l'après présidentielle, car c'est bien à nouveau le cœur de cette classe ouvrière organisée qui remonte sur la scène sociale. Et ce sont les exigences et souvenirs de la fin de la grève de février-mars qui pourraient bien refaire surface. A cette date, une douzaine de grandes entreprises industrielles publiques fraîchement privatisées s'étaient coordonnées pour exiger leur renationalisation, avec notamment déjà cette question des « bonus » au centre des préoccupations des salariés. En même temps et en association, une coordination nationale de différents secteurs du public en grève avait vu le jour, avec un large programme social reprenant les principales revendications populaires du moment. Il va donc sans dire que le cœur de la classe ouvrière égyptienne regarde avec attention ce qui se passe là, et bien des militants expliquent qu'il ne faut pas laisser ceux d'Helwan seuls.

LA CONTESTATION ÉTUDIANTE

Par ailleurs, la rentrée universitaire, le

11 octobre, a été marquée par un fort mouvement de contestation de la politique sécuritaire du gouvernement par les étudiants, et cela jusqu'à début novembre.

Démarré autour de la remise en cause des mesures de sécurité sur les campus prises par le gouvernement et confiées à une société privée, Falcon Security, les manifestations étudiantes se sont vite étendues à toutes les mesures interdisant toute organisation et activité politiques dans les universités. Puis, avec la répression du mouvement qui a occasionné des centaines d'arrestation et de condamnations, provoqué des centaines

contre le terrorisme islamiste dans le Sinaï et s'appuie sur cette guerre pour légitimer toutes les mesures de répression, les étudiants n'ont pas su, du fait notamment de leurs revendications uniquement démocratiques, se différencier suffisamment des Frères musulmans. Dès lors, beaucoup d'entre eux ont préféré renoncer plutôt que d'être confondus avec ceux qu'ils avaient contribué à faire tomber en juin 2013.

Or les ouvriers grévistes d'Helwan, de leur côté, ont su trouver une solution à ce problème en refusant clairement et démonstrativement refusé tout soutien de la part des islamistes.

Dans une manifestation des ouvriers d'Helwan. DR.



de blessés et plusieurs morts, les manifestations sur la majeure partie des universités se sont élargies à la dénonciation de la politique du « tout répression » des autorités militaires égyptiennes.

Mais le mouvement s'est peu à peu éteint, du fait de cette violente répression, mais aussi de l'action des Frères musulmans. Particulièrement implantés en milieu étudiant, ils ont en effet cherché à parasiter ce mouvement et à le détourner vers leurs revendications propres où ils mêlaient la dénonciation de la violence du régime mais aussi de sa légitimité au profit de celle de Morsi, seul à avoir été élu démocratiquement selon eux.

Le pouvoir s'est appuyé sur cela pour accuser le mouvement des étudiants d'être au service des Frères musulmans ou manipulé par eux. Dans un climat où le pouvoir mène une véritable guerre

UNE DOUBLE PORTÉE POLITIQUE

Dans cette entreprise nationalisée, le gouvernement et sa politique sont directement la cible de la grève. En exigeant la démission du directeur de l'entreprise, en rappelant les revendications et le mouvement de février-mars, cette grève fait resurgir les origines de la révolution née dans les années 2004-2005, lors du « gouvernement des milliardaires » et quand ceux-ci privatisaient à tout de bras. Bref, elle continue à faire vivre la révolution en rappelant ses exigences : la justice sociale mais aussi le fait de dégager non seulement le sommet de l'Etat, Mubarak, mais encore tous les « petits Mubarak », à tous les niveaux de l'appareil d'Etat ou de l'économie.

Mais cette grève rappelle aussi, dans cette période où le « djihadisme » barbare semble séduire jusqu'à quelques

jeunes occidentaux, que les Frères musulmans ne représentent pas cette révolution, qui s'est faite aussi contre eux et leur obscurantisme. Elle est donc encore politique pour cela, en affirmant que face aux barbaries militaires et religieuses, il y a une troisième voie, celle de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la civilisation.

Contre cette grève, le gouvernement a manié comme à son habitude les menaces et les promesses, la carotte et le bâton. D'une part, le premier ministre Ibrahim Mehleb a promis qu'il répondrait positivement aux revendications des travailleurs lundi 1er décembre en résolvant le manque d'approvisionnement énergétique de l'usine et en investissant dans l'entreprise. Mais les salariés n'y croient plus ; cela avait été les mêmes promesses l'an passé et rien n'a été fait. Aussi, les travailleurs ont déclaré que si rien n'était fait ce lundi, ils durciraient leur mouvement. D'autre part, quinze des dirigeants de la grève ont été menacés d'arrestation et d'être poursuivis devant le procureur militaire pour « obstruction à la production, sabotage et atteinte à l'économie nationale. » Un des dirigeants de la grève, Mohamed Abdel Maqsooud, a déclaré qu'ils avaient reçu la visite d'officiers de haut-rang les menaçant de les accuser d'être des fauteurs de troubles, au service des gangsters et membres des Frères musulmans !

Or le gouvernement égyptien ne plait pas. Plus d'un militant a déjà été arrêté, torturé et condamné ces derniers temps. Et le ministre de l'Investissement a clairement affirmé, sur l'un des canaux TV satellite : « nous sommes dans un état de guerre, et nous allons agir avec les travailleurs et les entreprises comme le fait l'armée avec le terrorisme. » Le porte-parole de la direction de l'entreprise a lui-même déclaré que la grève n'était pas économique ou sociale mais avait des buts politiques, en expliquant qu'elle aurait reçu le soutien des Frères musulmans et en proclamant mensongèrement que les travailleurs avaient incité l'opinion publique à participer à leurs manifestations du 28 novembre ainsi qu'à celles du Front salafiste, quand ces derniers ont appelé à une révolution islamique en prédisant des millions de manifestants dans les rues.

L'ÉVOLUTION DES FRÈRES MUSULMANS

Or ces manifestations à hauts risques témoignent d'une double évolution des Frères musulmans. En effet, en sep-

tembre, ceux-ci ont manifesté la volonté d'élargir leurs revendications identitaires religieuses à des revendications sociales, avec des appels à une révolution de la faim. Mais depuis, les succès militaires de Daesh en Syrie et Irak ont fortement pesé sur une partie de leurs fidèles, notamment depuis que le groupe islamiste le plus important en lutte dans le Sinaï – Ansar Beit Al-Maqdis – s'est publiquement affilié à l'Etat Islamique. Depuis octobre, on voit dans les cortèges des Frères musulmans des drapeaux de Daesh, dont les slogans y sont aussi scandés.

Un Front salafiste s'est créé en jouant de cette tendance, dépassant très rapidement en influence Al Nour, le principal groupe salafiste jusque-là (mais qui soutient Sissi) et menaçant le crédit et le prestige des Frères musulmans.

Les manifestations du 28 novembre, qui se donnaient l'objectif d'une « nouvelle révolution », mais de la « jeunesse islamiste », avaient été appelées par ce nouveau Front salafiste et rejointes peu après par les Frères musulmans, qui craignaient d'être doublés sur ce terrain de la radicalité identitaire. Les Frères musulmans vont ainsi un coup à gauche, un coup à droite, mêlant aux revendications sociales les idées les plus réactionnaires et rétrogrades.

Face à la radicalisation islamiste, le pouvoir a déclaré que ce serait la dernière manifestation « autorisée » des Frères musulmans et annoncé une répression féroce contre tous les terrorismes, Sissi élargissant ces jours-ci la notion aux crimes contre l'économie. Finalement, les manifestations du 28 novembre n'ont été suivies que par quelques centaines de personnes dans quelques villes. Les rues étaient vides. Les chars bien présents en ont certainement dissuadé plus d'un. Quoi qu'il en soit, l'ascendant de Daesh ne prend pas aujourd'hui en Egypte. Par contre, le pouvoir s'est servi du danger qu'il a amplifié pour justifier ses atteintes aux libertés. Mais cette sur-réactivité répressive du pouvoir démontre l'inverse de ce qu'il voudrait, à savoir qu'il n'est pas capable de garantir la stabilité, la sécurité et la paix.

UNE SEULE VÉRITABLE POLARISATION

Dans ces conditions – qui rappellent, en changeant ce qu'il faut changer, le dilemme des forces révolutionnaires en Allemagne en 1931-1932, lorsque les nazis appelaient à descendre dans la rue pour des revendications sociales –,

les travailleurs de l'aciérie ont décidé de suspendre leur grève deux jours, les 27 et 28 novembre, pour bien montrer qu'ils n'ont rien à voir avec les Frères musulmans. Le gouvernement a cru pouvoir s'engouffrer dans cette brèche en proposant des négociations mais en ne cédant que partiellement aux revendications. C'est pourquoi la grève a repris le 5 décembre – et se poursuivait toujours dix jours plus tard.

Le mouvement des ouvriers d'Helwan aurait certainement la capacité de coordonner autour de lui toute une série de mouvements du même type, mais aussi la contestation diffuse sur les questions de santé, ou plus généralement contre les privatisations. En même temps, sa tactique vis à vis des Frères musulmans pourrait servir d'exemple au mouvement paysan qui menaçait lui-même le pays d'une grève de la production agricole en novembre mais qui y a renoncé – à l'occasion d'attentats mi-novembre – par crainte d'être accusé de terroriste.

Par ailleurs, on a vu après le début de la grève d'Helwan, début décembre, les travailleurs de Tanta Lin, une des entreprises emblématiques des luttes de ces dernières années, publier un manifeste pour les nationalisations et contre la privatisation, demandant à tous les salariés dans des situations semblables de faire de même et de rejoindre leur combat.

Enfin, ce mouvement montre la voie d'une politique indépendante aux plus honnêtes des militants du mouvement étudiant de ces dernières semaines, qui n'arrivaient pas à se différencier des Frères musulmans. Il indique à ces étudiants que la solution pour eux est dans le succès des travailleurs et donc dans la recherche de leur alliance, par l'élargissement de leurs revendications démocratiques à une véritable démocratie sociale.

Les ouvriers d'Helwan montrent enfin à toute la population qu'il n'y a pas de bipolarisation de la situation politique en Egypte entre l'armée et les Frères musulmans mais au moins une tripartite véritable entre possédants et exploités, opposition valable et compréhensible pour toute la planète. □

1 Cet article, qui est repris du site A l'Encontre, a été actualisé par l'auteur pour sa publication dans L'Anticapitaliste.

Israël : une droite qui sait où elle va

PAR HENRI WILNO

Un changement de la situation sur le territoire actuel d'Israël et globalement en Palestine viendra des luttes des Palestiniens. Mais il est justement indispensable de comprendre ce qu'est devenue la société israélienne, et comment elle a été forgée par des décennies d'un implacable colonialisme. C'est l'objet de ce dossier.

Le 2 décembre 2014, le Premier ministre israélien Netanyahu a décidé de liquider sa majorité gouvernementale en renvoyant deux ministres centristes de son gouvernement. De nouvelles élections législatives auront donc lieu le 17 mars 2015. Pourtant, la droite qui dirige sans discontinuer le gouvernement israélien depuis 2001 à la tête de coalitions à géométrie variable a eu, pour l'essentiel, la liberté d'appliquer la politique qu'elle souhaitait. Les ministres de « gauche » issus d'un parti travailliste en décomposition ou du centre n'ont constitué en rien un contrepoids. L'historien sioniste de gauche Zeev Sternhell a, à sa façon, bien montré le contraste entre les deux camps qui ont longtemps structuré l'essentiel de la politique israélienne. Dans une interview donnée au journal Haaretz en 2010, il soulignait que « les dirigeants des partis de droite ont une vision stratégique et la capacité à penser à long terme, et ils savent aussi comment choisir les bons outils pour mener à bien leur mission. ». Le contraste est net avec la « gauche » travailliste dont il s'est pourtant longtemps revendiqué : « j'ai commencé à comprendre, au début des années 70, que le Parti travailliste au pouvoir n'avait aucune idée, et aucune volonté politique, de résoudre le problème palestinien.... Il faut dire que la gauche ne présente pas non plus de projet social ou de projet de société ».¹

ULTRALIBÉRALISME ET NATIONALISME
La politique de la droite combine ultralibéralisme et nationalisme. L'offensive contre les droits sociaux hérités de l'époque de l'hégémonie travailliste a été systématique ; dans l'accomplissement de cette tâche, la droite a pu compter sur la complicité des travaillistes gagnés au libéralisme et, bien entendu, sur l'atmosphère

d'union nationale. Israël est devenu un des pays les plus inégalitaires du monde, non seulement entre Israéliens juifs et Palestino-israéliens mais parmi les juifs eux-mêmes. Le mouvement des « indignés » de 2011 a donné lieu à des campements de tentes dans plusieurs villes et à d'importantes manifestations, autour de l'accès aux logements et du thème de la justice sociale en général. Mais sa faiblesse politique et de pseudo-concessions en ont fait un épisode sans lendemain, tandis que le mouvement syndical indépendant et soucieux d'action commune entre travailleurs juifs et arabes reste très faible. La droite a appliqué son programme de construction du « Grand Israël » de la Méditerranée au Jourdain. Si l'expulsion en masse des Palestiniens n'est pas aujourd'hui envisageable, il s'agit de casser, par la répression, l'expression de la solidarité entre les Palestiniens d'Israël et ceux de Cisjordanie et Gaza, tout en créant des faits accomplis dans un maximum de territoires cisjordanais. Les Palestiniens d'Israël restent des citoyens de seconde zone, surveillés en permanence et au niveau de vie bien plus faible que celui de la population juive. Israël se comporte « comme chez lui » dans l'ensemble de la Cisjordanie, y compris dans les zones qui, aux termes des accords d'Oslo, relève en principe de la seule Autorité palestinienne. Les habitants de la vieille ville de Jérusalem sont exposés à perdre leur droit de résidence. Les seuls obstacles à la mise en œuvre du « Grand Israël » sont les remontrances timorées des Etats-Unis (dont l'assistance est vitale pour l'appareil militaire et l'économie israélienne globalement) et la crainte d'une explosion non maîtrisable des Palestiniens des deux côtés de la « ligne verte » (qui sé-

pare l'Israël de 1948 des territoires conquis en 1967).

UNE SOCIÉTÉ COLONIALE

Malgré les inégalités sociales et la paupérisation de pans entiers de la population juive israélienne (surtout parmi les Juifs originaires des pays arabes et d'Ethiopie), les freins au développement des mouvements sociaux sont multiples. L'arrogance de l'establishment ashkénaze (les Juifs venus d'Europe) a jeté les « orientaux » dans les bras du Likoud (droite nationaliste) et des partis religieux. Une partie des immigrés venus de Russie avec la chute de l'URSS s'est ralliée aux ultra-nationalistes. Tout cela perdure, d'autant que le « camp de la paix » est non seulement timoré mais souvent ne se préoccupe pas des questions sociales.

Le racisme anti-arabe ronge la société. La démocratie dont se vante le gouvernement a toujours été un leurre pour les Palestiniens d'Israël et elle se vide peu à peu de son contenu. Extrême droite et droite tolèrent de moins en moins les voix dissidentes. Israël est une société coloniale et la solidarité des travailleurs juifs et arabes reste malheureusement une abstraction. Comme le souligne Michel Warschawski, notamment dans l'interview qu'il nous a accordée ici, un changement de la situation viendra d'abord des luttes des Palestiniens (et de la solidarité internationale qui s'exprime notamment dans le mouvement BDS).

Ce sont ces luttes qui pourront faire reculer la machine colonisatrice et briser le consensus nationaliste sioniste, ouvrant la perspective d'une solution progressiste en Palestine. □

¹ <http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/24/lhistorien-israelien-zeev-sternhell-democratie-est-vulnerable-partout-252418>

Le sionisme, du « rêve » nationaliste au cauchemar colonial

PAR YANN CÉZARD

« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » ? Les fondateurs du sionisme ne furent jamais dupes de leur propre slogan. Loin d'ignorer l'existence des Palestiniens, ils n'y voyaient qu'une main-d'oeuvre à exploiter ou un obstacle à supprimer. Le sionisme, expression d'une révolte contre l'oppression des Juifs d'Europe, fut pourtant d'emblée un projet colonial.

L'oppression des Juifs d'Europe est une vieille histoire. A Strasbourg, encore au 18^{ème} siècle, les Juifs devaient quitter la ville au son du cor, à la tombée de la nuit, pour regagner leur ghetto dans les faubourgs. Il fallut attendre la Révolution française pour briser ces discriminations infâmes.

Le mouvement d'émancipation mit cependant du temps à gagner le reste de l'Europe. Au 19^{ème} siècle, cette émancipation prit souvent l'allure d'une assimilation, par laquelle les Juifs perdaient leurs traits culturels particuliers. Malgré la persistance des préjugés, cette tendance à l'assimilation faisait pronostiquer à nombre d'intellectuels juifs du 19^{ème} siècle rien moins que la disparition des spécificités juives en Europe, moyennant l'égalité des droits dans des sociétés de plus en plus libérales, notamment en Europe occidentale.

Mais le vrai centre de gravité des populations juives d'Europe était situé dans la partie occidentale de l'Empire russe. C'est là que les deux tiers de la population juive du monde étaient concentrés, dans les ghettos et villages du « Shtetl » de Lituanie, Pologne, Ukraine ou Russie. A la fin du 19^{ème}

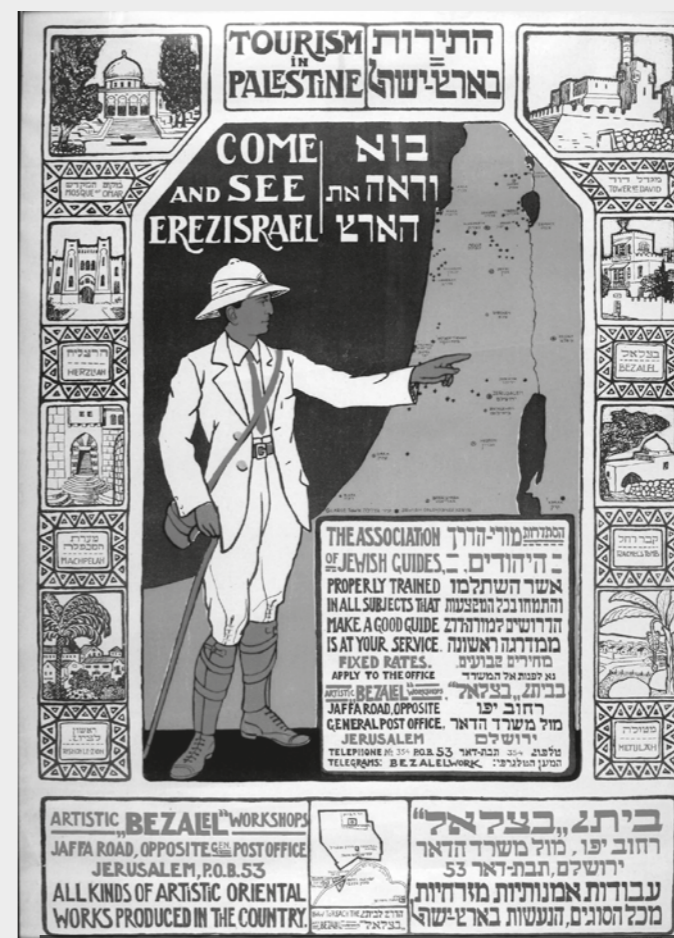
siècle, six millions de Juifs vivaient sous la tutelle du tsar, dans cette « zone de résidence » obligatoire. Leur situation économique était catastrophique. Ils n'avaient pas le droit de posséder des terres et n'étaient pas embauchés comme ouvriers dans la grande industrie naissante. Dans un monde massivement paysan, ils représentaient une fraction considérable de la population citadine, par exemple 20 % de celle de Varsovie, qui comptait 200 000

Juifs. Condamnés à une existence misérable, ils étaient soumis à un antisémitisme légal (pas le droit d'être fonction-

naire, nombreux clausus à l'université et dans les professions libérales, corvées et impôts particuliers) et subissaient des explosions chroniques d'antisémitisme, les pogroms, largement attisés par le pouvoir tsariste. fondateur, Theodore Herzl, était un bourgeois juif autrichien qui se sentait parfaitement assimilé. Mais il racontait lui-même que c'est en France, pays de la première émancipation des Juifs, qu'il vit se déchaîner avec l'affaire Dreyfus une campagne nationale hystérique contre le « traître juif ». Il était évident que la veille d'oppression n'était pas près de disparaître.

La situation des Juifs d'Europe était pourtant bien différente à l'est et à l'ouest. Une partie de la bourgeoisie et de l'intelligentsia juives occidentales accusaient d'ailleurs la « racaille » juive venue de l'est... d'alimenter l'antisémitisme et refusait avec horreur de pouvoir être confondue avec ces gens. Herzl, lui, en tira d'autres conclusions : que les Juifs dans leur ensemble devaient se donner leur propre Etat. Car il comprenait au moins une chose : les Juifs étaient victimes du processus général de construction des Etats modernes qui partout se créaient sur le dos des minorités et se dotaient d'idéologies nationalistes qui leur étaient hostiles... mais que partageaient

Herzl et les autres fondateurs du sionisme. Dans *L'Etat juif*, publié en 1896, il écrivait : « nous avons partout loyalement essayé d'entrer dans les collectivités nationales qui nous environnent, en ne conservant que la foi de nos pères. On ne l'admet pas. En vain sommes-nous de sincères patriotes (...) Dans



Affiche de 1929 : « Tourisme en Palestine. Venez voir le Grand Israël ». DR.



ces patries où nous habitons déjà depuis des siècles, nous sommes décriés comme étrangers (...) La majorité peut décider qui est l'étranger dans le pays. C'est là une question de puissance, comme tout d'ailleurs dans les relations des peuples (...) C'est donc en vain que nous sommes partout de braves gens. Ah ! Si l'on nous laissait tranquilles ! Mais je crois qu'on ne nous laissera pas tranquilles. »

Il en déduisait la nécessité pour les Juifs de renoncer à l'assimilation et même à la conquête d'une simple égalité des droits dans chaque pays. Pour construire un Etat juif. Il fallait pour cela un territoire. Après quelques hésitations sur le lieu il proposa la « Terre de Sion », la Palestine, qu'il considérait comme le berceau historique du peuple juif. Les sionistes développèrent toute une mythologie historique, semblable à celles qui se construisaient alors en Europe. Ils reconstruisirent l'histoire du judaïsme et du « peuple juif » pour fonder les droits d'un Etat juif en Palestine, comme l'a brillamment raconté Shlomo Sand dans son essai « Comment le peuple juif fut inventé ».

DES RAISONS PROSAÏQUES

Il y avait au choix de la Palestine des raisons plus prosaïques que le romantisme biblique. L'entreprise semblait impossible en Europe. A moins de se contenter de plus modestes institutions « nationales culturelles », à défaut d'un territoire ? En revanche l'Empire ottoman en déclin, maître de la « Terre sainte », était la nouvelle proie des ambitions anglaises, françaises et allemandes. Les Français montraient la voie aux sionistes : après avoir développé une colonie de peuplement en Algérie, ils avaient pris prétexte de l'existence d'une forte communauté chrétienne au Liban pour s'ériger en protecteurs de celle-ci et obtenir de l'empire turc des « capitulations » en faveur de la France. La région du « Mont Liban » devenait peu à peu une enclave coloniale française sur le flan de l'empire déclinant. Pourquoi ne pas faire de même en Palestine ? Y établir une colonie de peuplement juive, appelée à devenir un jour un Etat indépendant, sous la protection d'une grande puissance européenne ?

Quant aux occupants réels, arabes, de la Palestine, ils ne comptaient pas plus pour Herzl que les Algériens pour les Français. Sur son projet colonial il écrivait : « nous devrions former là-bas une partie du rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-



Immigration juive en Palestine dans les années d'après guerre. DR.

poste avancé de la civilisation s'opposant à la barbarie. » Et notait en 1895 dans son journal, à propos des Arabes : « nous devons les exproprier gentiment. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être accompli à la fois secrètement et avec prudence. »

Pendant que des migrants juifs d'Europe orientale s'installaient, mais au compte-goutte, en Palestine, avant même d'ailleurs la fondation d'un mouvement sioniste structuré par Herzl, celui-ci fonda un congrès sioniste annuel et une banque coloniale juive pour recueillir des fonds, investir en Palestine et acheter des terres. Il prit aussi son bâton de pèlerin pour chercher la puissance européenne qui trouverait conforme à ses intérêts d'arracher la Palestine à l'empire turc pour en faire une colonie juive... Quand le Kaiser allemand Guillaume II se rendit en visite d'Etat à Jérusalem en 1898, Herzl fit aussitôt ses valises et se vit accorder cinq minutes d'audience, sans résultat. Ce fut le seul voyage de sa vie en « Terre sainte », dont il jugea d'ailleurs, dans son journal, le « climat très malsain » ! Des courbettes, il alla aussi en faire à Saint-Petersbourg, capitale de la persécution mondiale des Juifs, pour expliquer au ministre de l'intérieur du tsar que le sionisme n'était pas un mouvement hostile au régime et qu'il conseillait aux Juifs non de se dresser contre le despotisme, mais d'aller chercher refuge en Palestine. Herzl demandait donc de l'aide au ministre pour faciliter l'exil.

Ce que ce dernier faisait en réalité : la misère et les pogroms chassaient les Juifs de Russie, et cela continua après la guerre mondiale. Mais au grand désespoir des

sionistes, les exilés n'allaient pas en Palestine, ou si peu ! Entre 1880 et 1929, près de quatre millions de Juifs émigrèrent de Russie, de Pologne, d'Autriche-Hongrie (puis des Etats successeurs) et de Roumanie. Trois millions allèrent aux Etats-Unis, 500 000 en Europe occidentale. La Palestine, elle, n'accueillit en cinquante ans que 120 000 juifs. New-York était la nouvelle Jérusalem.

LA COLONISATION DE LA PALESTINE

L'alya (le « retour ») s'est cependant accélérée après la Première Guerre mondiale. Les Etats-Unis, la France et l'Angleterre se faisaient de moins en moins accueillants. Mais surtout, les sionistes avaient enfin réussi à se faire adopter par la première puissance impérialiste, la Grande-Bretagne. En 1917, en plein conflit, le ministre des affaires étrangères Lord Balfour promettait officiellement « l'établissement d'un foyer national juif en Palestine ».

Le calcul britannique était parfaitement cynique. Pendant la guerre, ils promettaient la Palestine deux fois, à l'émir Hussein et aux chefs nationalistes arabes comme aux dirigeants sionistes. En même temps, ils négociaient avec l'allié et concurrent français le partage colonial de l'empire ottoman. Les accords Sykes-Picot, plus tard refondus, donneraient la Syrie et le Liban à la France, l'Irak et la Transjordanie à l'Angleterre. Les Britanniques comptaient bien utiliser les colons juifs contre les Arabes. C'était d'ailleurs leur politique en général : découper des frontières selon leurs intérêts, créant un Irak artificiel tout en dispersant les Kurdes, taillant un émirat pétrolier au Koweït, donnant des privilèges à des minori-

tés pour qu'elles soient le relais de leur domination contre le reste de la population. Ils savaient que la logique de la situation pousserait Juifs et Arabes à l'affrontement, ce qui leur permettrait de s'imposer à tous comme l'arbitre indispensable.

Les sionistes n'étaient pas dupes. Ils acceptaient consciemment ce jeu en espérant que l'aggravation du sort des Juifs d'Europe en amènerait de plus en plus en Palestine, et que leur rôle de relais de l'impérialisme les rapprocherait de la création d'un Etat. L'immigration juive s'accéléra. En 1935 il y avait 500 000 juifs en Palestine, soit 29 % de la population totale du territoire à l'ouest du Jourdain.

LE SIONISME « SOCIALISTE »

Mais en même temps cette immigration changea de nature. Elle était au début fortement dominée par des millionnaires conservateurs juifs, comme Rothschild, et par des organisations sionistes dans la ligne de Herzl. Mais au sein du sionisme, spécialement en Europe orientale, se développa un courant qui se proclamait socialiste et ouvrier. Un théoricien sioniste, Ber Borachov, affirmait ainsi vouloir concilier socialisme et nationalisme juif : le peuple juif était « anormal », avec peu d'ouvriers et de paysans, il n'avait pas sa propre structure économique, il était prisonnier d'économies étrangères. Il fallait donc créer en Palestine une paysannerie et une classe ouvrière juives, bases d'un Etat socialiste juif.

C'est l'idéal que porteraient la plupart des fondateurs des fameux « kibboutz », et dont se font ainsi l'écho, rétrospectivement, Serge Moati et Ruth Zylberman dans leur livre et documentaire *Le Septième jour d'Israël* : « Les kibboutzim étaient alors comme la vitrine d'Israël. [Ils parlent des années 1950.] On venait s'y incliner avec respect devant ces Juifs d'un type nouveau qui avaient su faire de leur vie un miracle quotidien. Sur les marais qu'ils avaient su assécher, ils avaient bâti des villages pimpants (...) Ils avaient su, eux les enfants des Shtetls [les bourgades d'Europe centrale] et des melahs [quartiers juifs] d'Afrique du nord, construire une société égalitaire, vraiment socialiste et collectiviste à l'heure où ce mot ne faisait pas encore peur (...) [Ils étaient arrivés en Palestine] animés par le rêve d'un homme nouveau ».

Cet « homme nouveau », qui fit « fleurir le désert » comme on aime à le dire aujourd'hui en Israël, ne construisit cependant pas ses fermes- villages seulement sur des « marais ». Les sionistes créèrent au début du siècle un « Fonds national juif » qui collectait dans toute la diaspora

pour ensuite acheter des terres en Palestine. Les terres étaient souvent achetées aux féodaux arabes, comme si les paysans qui travaillaient ces terres depuis des siècles n'existaient pas. Ceux-ci étaient brutalement expulsés et la colonie pouvait s'installer.

On vit affluer en Palestine, à partir de 1910 et surtout après la Première Guerre mondiale, toute une jeunesse juive, surtout issue d'Europe orientale, influencée par les idées socialistes, guidée par l'idéal d'une société fraternelle et égalitaire, démocratique et sans exploitation... mais pour l'essentiel nationaliste. Et bien entendu bardée de tous les préjugés racistes et colonialistes de l'Europe dont elle venait. Dans leur travail pourtant presque amoureux sur le kibboutz, Moati et Zylberman, précisent donc : « les kibboutzim constituaient le meilleur des instruments pour mener à bien les objectifs nationaux du sionisme : colonisation juive, conquête territoriale de facto (...) Surtout dans les années 30, alors que l'opposition arabe aux implantations juives allait grandissant, les kibboutzim constituèrent les avant-postes armés du combat sioniste, châteaux forts dressés face au monde extérieur. Des fermes, oui, mais aussi des forteresses bien armées. » Et si leur nombre passa de 24 en 1923 à 90 en 1939, ils ne représentaient « qu'une proportion fort marginale de la population juive (entre 3 et 6 %), ils constituaient une véritable élite idéaliste et dévouée qui frappait et exaltait l'imagination des jeunes Juifs de par le vaste monde ». Bref, une avant-garde armée et idéologique.

Autre paradoxe : ces pionniers d'un « socialisme national » voulaient devenir ouvriers agricoles, mais les grands propriétaires juifs préféraient exploiter la main d'œuvre arabe. Pour développer le « travail juif » à la campagne, ils fondaient donc leur propre communauté agricole, tandis qu'en ville ils luttèrent avec âpreté... pour empêcher l'embauche des travailleurs arabes. Les socialistes fondèrent une organisation syndicale, la Histadrout, en 1920. Elle refusa de syndiquer les Arabes. Elle finançait des piquets empêchant la venue de travailleurs arabes dans une entreprise juive, organisait le boycott de la production arabe : il fallait acheter juif.

C'était conforme à la décision prise en 1929 par le proto-gouvernement du mouvement sioniste en Palestine, l'Agence juive, dominée alors par les socialistes et leur leader David Ben Gourion, de construire par ces méthodes de séparation forcée une « économie juive » autonome en Palestine. Il n'y avait rien de na-

turel à cette coupure en deux des travailleurs arabes et juifs, malgré les préjugés et la colère des Arabes à se voir peu à peu dépossédés par la colonisation juive. La Histadrout sabota en 1920 une grève commune aux ouvriers arabes et juifs du port et de la raffinerie de Haïfa contre leurs employeurs britanniques, puis en 1931 une grève des camionneurs des deux communautés.

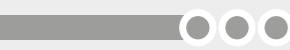
Ainsi la montée en puissance du courant « socialiste » au sein de la colonisation juive en Palestine ne rendit pas celle-ci moins nationaliste ou anti-arabe. Elle contribua à l'orienter davantage vers l'idée d'une complète séparation et le projet d'expulser si possible les Arabes de Palestine, plutôt que de les y tolérer pour en faire un prolétariat corvéable à merci. Et puisque les émeutes antijuives se multipliaient au fur et à mesure des progrès de la colonisation, le paysan et l'ouvrier juif « socialiste » se transformait toujours davantage en colon armé face aux Arabes dépossédés, sous la direction des diverses organisations armées sionistes. Seule une minorité de Juifs, communistes (staliens et trotskystes), prônaient une perspective commune aux Juifs et aux Arabes et s'efforçaient de les organiser ensemble.

LA GRANDE RÉVOLTE ARABE DE 1936

Cela ne pouvait bien sûr tourner qu'à la guerre, une guerre à plusieurs fronts, opposant les uns aux autres les Arabes, les Juifs et la puissance coloniale anglaise.

Le 20 avril 1936 une grève générale dirigée par un Haut-comité arabe à la tête duquel il y avait le (très réactionnaire) grand Mufti de Jérusalem, fut organisée pour imposer aux autorités coloniales la fin de l'immigration juive, l'interdiction de la vente de la terre aux Juifs et la promesse d'un gouvernement désigné par les représentants de la majorité de la population. Elle dura six mois et tourna à l'insurrection.

Des Arabes menèrent une guérilla dans les collines, firent dérailler des trains, sabotèrent l'oléoduc de l'Irak Petroleum Company (à capitaux britanniques). Les villages révoltés attaquèrent parfois les colonies juives, tout en luttant contre les troupes britanniques d'occupation, à tel point que des villes entières échappèrent au contrôle des autorités britanniques. Les Anglais menèrent une répression féroce. Des villages entiers furent rasés, des familles expulsées et regroupées dans



des camps. Les pendaisons expéditives et publiques se multiplièrent. Entre 1936 et 1939, l'armée britannique tua des milliers d'insurgés.

Les organisations sionistes, également visées par la révolte arabe, y virent l'occasion de se rendre indispensables aux Anglais. Elles reçurent l'autorisation de mettre sur pied des milices armées, participèrent à la répression et firent tout pour saboter la grève arabe en fournissant de la main-d'œuvre jaune et en faisant fonctionner les ports et les trains. Chaïm Weizmann, futur premier président d'Israël, le justifia avec un tranquille aplomb : « *d'un côté, les forces de la destruction, les forces du désert, se développent, de l'autre tiennent fermement les forces de la civilisation et de la construction. C'est la vieille guerre du désert contre la civilisation, mais nous ne céderons pas.* »

En 1939, une fois la révolte écrasée, les Anglais « récompensèrent » le mouvement sioniste par un « Livre Blanc » qui gelait l'immigration juive. Les Britanniques voulaient renouer le contact avec les chefs féodaux arabes et rééquilibrer le rapport de forces entre les deux communautés pour mieux les dominer.

VERS LA « GUERRE D'INDÉPENDANCE »

La Deuxième Guerre mondiale terminée en 1945, ils essayèrent d'ailleurs de prolonger cette politique de bascule, en freinant un moment l'immigration des Juifs qui fuyaient l'Europe où venait d'être perpétré le génocide nazi, pour perpétuer leur mainmise sur la région.

Une fraction du mouvement sioniste réagit en prenant les armes contre les Anglais. Des sionistes d'extrême droite, ad-

mirateurs à leur façon des fascismes européens, constituèrent l'Irgoun, un groupe armé terroriste. Deux de ses chefs, Itzhak Shamir et Menahem Begin, deviendront un jour premier ministre d'Israël. Mais si le mouvement sioniste s'était diversifié politiquement, engendrant son aile gauche socialiste et son extrême droite quasi fasciste, le fond poli-



Camp de réfugiés palestiniens en 1948. DR.

tique restait le même : construire à marche forcée un appareil militaire appuyé sur une population très soudée, pour créer un Etat juif homogène quand l'occasion s'en présenterait.

Et elle se présenta après la Deuxième Guerre mondiale. Le fait déterminant ne fut pas en soi le génocide perpétré par les nazis, l'extermination de six millions de Juifs européens. Cette tragédie poussa bien entendu de nombreux survivants à s'évader de l'Europe dévastée et pour beaucoup à choisir l'installation en Palestine. Mais là encore, souvent faute d'al-

ternative. D'autant que des pogroms visèrent les Juifs survivants dans la Pologne de l'immédiat après-guerre.

10 % des Juifs qui quittèrent l'Europe après la guerre se rendirent en Palestine. Mais sur le plan stratégique, le fait décisif fut l'affaiblissement de l'impérialisme britannique, son incapacité à garder tel quel son empire colonial. L'Inde elle-

même, joyau de la couronne, allait devenir indépendante dès 1947. La Grande-Bretagne se résigna à lâcher la « Transjordanie » et laissa l'ONU toute neuve « régler » le « problème juéo-arabe » que l'impérialisme anglais avait cyniquement contribué à construire lui-même en trois décennies.

Contrairement aux Arabes de Palestine le mouvement sioniste était prêt et il y eut le dénouement que l'on sait : la guerre de 1948, la proclamation de l'Etat d'Israël, la catastrophe qui frappa des millions de Palestiniens. □

Le Bund, un mouvement révolutionnaire contre l'oppression antisémite et le sionisme

PAR YANN CÉZARD

Avant la Première Guerre mondiale, ce ne fut pas le sionisme mais le Bund qui parvint à organiser des dizaines de milliers de Juifs opprimés dans l'Empire russe...

Tout dans leur situation les amenait soit à l'exil, soit aux sentiments révolutionnaires. On sait à quel point nombre de révolutionnaires du mouvement socialiste russe venaient de cette communauté. La première organisation ouvrière révolutionnaire significative, constituée à une échelle nationale sur le sol russe, fut d'ailleurs une organisation juive. Le Bund, « Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », fut fondé en 1897 à Wilno (Vilnius, en Lituanie). C'était un parti socialiste révolutionnaire. Il n'avait pas au départ l'intention de constituer un « parti juif ». Mais il se considérait comme une organisation marxiste, « *social-démocrate travaillant dans le milieu juif* ». En l'occurrence, il s'adressait à la majorité des Juifs du monde... dans leur langue, le yiddish.

Dans le cadre de sa lutte pour une Russie démocratique et socialiste, sans revendiquer la création d'un Etat territorial juif, il œuvrait à la construction d'une « *nationalité juive de langue yiddish* ». Les bundistes constituaient des milices d'autodéfense, luttaient pour abattre le régime et obtenir l'égalité des droits, et cherchaient également à développer une vie culturelle et coopérative (voire autogestionnaire comme on dirait aujourd'hui) juive, à construire une sorte « *d'autonomie nationale-culturelle* ». Non sans rompre avec les « traditions », puisque le Bund luttait contre le poids des dignitaires religieux réactionnaires, se proclamait athée, revendiquait l'égalité des

hommes et des femmes. Les rabbins s'en indignaient et leur reprochaient de rompre « l'unité juive » en offensant la religion et en organisant des grèves contre des patrons juifs. Si le programme d'émancipation nationale des Juifs du Bund pouvait sembler contradictoire, Georges Plekhanov leur faisait cependant une mauvaise querelle (grand-russe ?) en les qualifiant de « sionistes qui ont le mal de mer ». D'ailleurs, le Bund fut pendant longtemps une composante importante du POSDR (parti ouvrier social-démocrate de Russie), tandis que d'autres militants d'origine juive construisaient ce parti (et ensuite ses fractions bolchevique et menchevique) sans mettre en avant une quelconque spécificité juive.

CONTRE L'IMPASSE DU SIONISME

D'un côté, les bundistes condamnèrent ainsi le sionisme lors de leur quatrième congrès : « *le sionisme est une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif. Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive (...) ni satisfaire le peuple dans son ensemble.* » C'est que le projet sioniste était à la fois colonialiste dans son essence et profondément inadapté à la situation des six millions de Juifs d'Europe centrale (les deux tiers des Juifs du monde !). Ceux-ci constituaient de plus en plus une véritable « nationalité » particulière, en développant leurs institutions culturelles, leur langue, en tentant même de survivre et se

faire respecter contre l'hostilité des Etats nationalistes en cours de construction, autour d'eux et contre eux. Et ils n'avaient rien à faire du sionisme. Leur existence était en Europe. La césure sociale et culturelle entre sionisme et bundisme était symbolisée par la volonté des sionistes de faire de l'hébreu la langue du futur Etat, soit la langue de la religion que personne ne parlait dans la vie quotidienne, et surtout pas les classes populaires. Le yiddish (parlé par 8 à 10 millions de personnes entre les deux guerres !) était pour eux le « *sale jargon de la rue* ».

D'un autre côté, un « peuple juif » se développait bien, d'une certaine façon, dans cette partie de l'Europe. Fruit du mûrissement de conditions culturelles particulières, et bien entendu de la puissance des préjugés antisémites et de l'hostilité grandissante de la plupart des Etats. Il y avait bien une question nationale juive, de plus en plus vive, à laquelle le Bund tentait d'apporter des réponses.

Une large partie des militants juifs de l'Empire russe – bundistes et même sionistes socialistes – se rallièrent à la révolution d'Octobre et souvent rejoignirent les bolcheviks. En 1922, le Bund cessa d'exister comme parti indépendant dans la nouvelle Union soviétique. Beaucoup d'anciens militants du Bund furent les victimes des purges stalinienne des années 1930, alors que le Bund restait un parti important en Pologne. Mais après la guerre il n'eut plus qu'une existence symbolique : nazisme et stalinisme l'avaient pour l'essentiel anéanti. □

L'immigration juive en Palestine et Israël

PÉRIODE	NOMBRE D'IMMIGRÉS	PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE
1922-1903	25000	Empire Russe
1904-1914	40000	Empire russe, Roumanie, Europe central
1919-1931	130000	Grèce, Pologne, Turquie
1932-1939	210000	Allemagne, Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie
1939-1948	180000	Europe
1948-1955	690000	Maroc, Irak, Roumanie, Iran, Pologne, Egypte, Yémen, Turquie, Bulgarie

Source : Lemarchand, Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du Monde arabe, Complexe 1994.

A LIRE SUR LE BUND

Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif* (Ed. Denoël, 1999).
Nathan Weinstock, *Le Pain de misère. Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe* (La Découverte, 2002).

De 1948 à aujourd'hui : la colonisation à tombeau ouvert

PAR YANN CÉZARD

1948

LA CRÉATION D'ISRAËL, L'EXPULSION DES ARABES

Quel serait le sort de la Palestine après le départ des Anglais programmé pour 1947 ? La direction sioniste refusa tout projet d'un Etat binational démocratique, accepta la proposition d'un partage pour obtenir une base territoriale propre, et construisit une armée pour non seulement défendre, mais étendre ce territoire et en chasser le plus grand nombre possible d'Arabes. David Ben Gourion, qui allait devenir le premier dirigeant de l'Etat d'Israël, écrivait ainsi dès 1937, dans une lettre à l'un de ses fils :

« les Arabes doivent partir, mais nous avons besoin d'un moment favorable pour que cela arrive, par exemple une guerre. »

Cette guerre désirée a démarré avant l'intervention des armées arabes. Dès mars 1948, des centaines de villages arabes et des quartiers arabes de villes comme Haïfa ou Tibériade furent attaqués par les 90 000 hommes de la Hagana, la population regroupée, des hommes exécutés, le reste chassé sur les routes, les maisons détruites ou appropriées. A Deir Yassine, un village près de Jérusalem, c'est toute la population qui fut massacrée. Le mouvement sioniste planifia cette vaste purification ethnique, à la faveur d'un climat de terreur, parce qu'il ne voulait pas accepter un Etat où les Arabes auraient représenté 40 % de la population (1 million d'Arabes, 1,5 million de Juifs selon le plan de partage de l'ONU).

Le 15 mai, Ben Gourion proclamait l'Etat d'Israël. Ni bien armés ni bien organisés, les Palestiniens devaient compter sur « l'aide » des armées égyptienne, syrienne et jordanienne... qui n'intervinrent qu'à minima. Pire, le roi de Jordanie avait déjà négocié avec le gouvernement sioniste un partage de la Palestine, qui lui livrait Jérusalem-est et la Cisjordanie.

Six mois plus tard les combats cessaient. Le résultat était cette Naqba, « la catastrophe », dont parlent les Palestiniens. La création d'un Etat israélien colonialiste et militariste. Aucun droit



national pour les Arabes de Palestine. 800 000 d'entre eux chassés de leurs terres et réduits à la condition de réfugiés misérables.

1950 ISRAËL, ETAT DES JUIFS DU MONDE ENTIER, PAS DES ARABES ISRAËLIENS

Israël devait être « l'Etat des Juifs ». Le parlement vota la « loi du retour » qui donnait à tout Juif vivant dans le monde le droit de devenir citoyen d'Israël. Au passage, la définition du « Juif » était fondée sur des critères religieux : l'Etat laïc d'Israël gouverné par une gauche ouvertement athée confiait les clefs de l'état-civil et de la nationalité aux religieux, avec l'influence qui irait avec. Les 160 000 Arabes restés sur le territoire du nouvel Etat eurent droit pour leur part à la prolongation du régime militaire instauré à l'époque du mandat colonial par les Britanniques : ni libertés ni citoyenneté pleine et entière, impossibilité d'acheter des terres, droit pour le gouvernement de confisquer leurs terres pour les revendre à des Juifs, arbitraire militaire à leur égard. Jusqu'en 1966. Et nul « retour » pour les expulsés de 1948...

1956 UNE GUERRE POLITIQUEMENT DÉCISIVE Israël attaqua l'Egypte aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne et envahit le Sinaï. L'URSS et les Etats-Unis firent pression pour arrêter le conflit.

L'enjeu fut finalement plus politique que militaire : Israël manifestait sa disponibilité pour être l'allié de l'impérialisme dans la région, contre les peuples arabes. Israël assumait aussi, cyniquement, une rupture profonde avec le monde arabe, qui rendrait plus difficile la vie des Juifs du Maroc à l'Irak... et accélérerait donc leur émigration vers Israël.

Un million de Juifs de langue arabe immigreront en Israël les deux décennies suivantes. Ces « Mizrahim » étaient assez juifs pour peupler Israël mais trop arabes pour être les égaux des fondateurs venus d'Europe. Ils seront méprisés et surexploités, jusqu'à maintenant. Ben Gourion disait des immigrants juifs marocains : « des poussières humaines, sans langue ni éducation, racines, traditions ou rêve national », qu'il faudrait « remodeler ». Une sorte de colonisation à l'intérieur même de la communauté juive...

1966 LA FAUSSE ÉMANCIPATION DES ARABES D'ISRAËL

Le gouvernement leva enfin le régime militaire qui pesait sur eux. Ils reçurent une carte d'identité nationale israélienne. Mais sur celle-ci, leur nationalité était dite « arabe ». La majorité des Israéliens sont « juifs »... Il n'y a pas en effet de « nationalité israélienne ». Tout un symbole de ce que l'avenir réservait en fait de discriminations.

Les villages et quartiers arabes ne bénéficieront jamais des mêmes équipements, écoles, centres de santé. Les Arabes n'ont pas les nombreux droits sociaux conditionnés au fait d'avoir fait son service militaire... qu'ils ne peuvent pas faire. Et les réquisitions de terres continueront. Aujourd'hui, les Arabes sont 17 % de la population et ne possèdent que 2 % des terres du pays.

1967 LE GRAND ISRAËL ?

Le 5 juin 1967, l'armée israélienne déclencha une guerre éclair et écrasa en six jours les armées jordanienne, syrienne et égyptienne. Le Sinaï et le plateau du Golan furent occupés, et surtout la bande de Gaza et la Cisjordanie. Le gouvernement israélien triomphait : c'était en quelque sorte le rêve du « Grand Israël » cher aux fondateurs qui se réalisait.

Mais que faire de ces territoires occupés ? Et de sa population arabe ? Les choix du parti travailliste, alors encore largement hégémonique, furent déterminants pour l'avenir. En réalité Israël n'arriva pas à trancher. Les Arabes, contrairement à ce qui s'était passé en 1948, n'étaient pas massivement « partis ». Le gouvernement n'osa pas les expulser. Il n'osa pas non plus annexer purement et simplement les nouveaux territoires occupés. D'ailleurs Ben Gourion, à la retraite, conseilla pour sa part de les rendre, non par respect des droits nationaux des Palestiniens, on s'en doute, mais parce qu'annexer ces territoires sans en expulser ses habitants menacerait démographiquement la nature juive de l'Etat d'Israël.

La « gauche », l'armée, la majorité des Israéliens n'étaient pas pour autant capables de renoncer à leur conquête. Jérusalem-Est fut annexée (la ville deviendra « capitale éternelle et indivisible d'Israël » en 1980) et d'année en année, un mouvement de plus en plus puissant de colonisation reprit de ce côté de l'ancienne frontière. Les pionniers qui reprenaient ainsi les vieilles méthodes des premiers colons sionistes étaient souvent des fanatiques religieux, qui se regroupèrent dans le Goush Emounim, le « Bloc de la Foi ». Ils s'installaient sur des collines, chassaient les Arabes, puis après s'être fait plus ou moins gronder

par les autorités d'Israël, se faisaient vite protéger par l'armée contre la colère des Palestiniens.

La colonisation de la Cisjordanie commença sous la « gauche » travailliste, qui soit la favorisait, soit ne voulait pas politiquement l'affronter. Il est vrai que le sionisme en général, même s'il était dominé par des athées et des laïcs, a toujours eu des relations coupables – instrumentales – avec le fanatisme religieux. Comme le disait le président de la LDH israélienne à la fin des années 1960, « il y a des sionistes qui ne croient pas que Dieu existe, mais les mêmes vous diront que c'est Dieu qui a donné la terre au peuple juif ».

C'est ainsi que les religieux, à côté de l'armée, sont devenus l'aile marchante de l'expansion coloniale d'Israël. Alors même que leurs entreprises (qui parfois tournent carrément au massacre de Palestiniens ou à d'infâmes provocations religieuses) entraînent toujours davantage l'ensemble des Israéliens dans une spirale de guerre sans fin, ils peuvent se présenter comme les nouveaux héros du sionisme. C'est ce qui a assuré leur emprise grandissante sur la société israélienne.

Aujourd'hui, il y a plus de 500 000 colons dans les territoires occupés. 200 000 sont installés à Jérusalem-est, encerclant la vieille ville arabe. Des territoires palestiniens ont été inclus dans le « Grand Jérusalem » et transformés en zone de peuplement juif. Dans leurs quartiers les ultra-orthodoxes juifs, qui la considèrent comme « leur ville », donnent la chasse aux homosexuels et aux femmes « impudiques » ; ils multiplient aussi les implantations dans la vieille ville arabe et certains d'entre eux rêvent de « rebâtir le Temple » sur l'esplanade des mosquées. La ville « unifiée » et annexée de Jérusalem compte désormais 700 000 habitants, dont 500 000 Juifs.

1973 LA GUERRE DU KIPPOUR : L'OMBRE D'UN DOUTE ?

L'Egypte et la Syrie déclenchèrent une offensive en octobre 1973. Surprise, l'armée israélienne dut reculer, puis mit quinze jours pour reprendre le terrain perdu dans le Sinaï et dans le Golan, au prix de nombreux morts.

La confiance de l'opinion israélienne en son gouvernement et sa capacité à toujours l'emporter militairement en sortait ébranlée. Fallait-il continuer la politique de la chef du gouvernement, Golda Meir, qui ne jurait que par la force et déclarait sans complexe : « les Palestiniens c'est nous les Juifs » ? Mais le doute n'était pas permis pour l'écrasante majorité des forces politiques israéliennes. Puisque la force ne suffisait pas, il fallait plus de force ! Six ans plus tard Israël faisait la paix avec l'Egypte mais resserrait encore son emprise sur les Palestiniens et renforçait son appareil militaire.

1982 L'INVASION DU LIBAN

Menahem Begin, premier des premiers ministres de droite et son ministre de la défense, Ariel Sharon, décidèrent d'envahir le Liban. L'armée y tua des dizaines de milliers de Libanais et Palestiniens, écrasa Beyrouth sous les bombes et détruisit le quartier général de l'OLP. Le 16 septembre, ses alliés, les milices chrétiennes libanaises, massacrèrent 3 000 hommes, femmes et enfants dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila. Ariel Sharon et l'état-major israélien couvraient et aidèrent l'opération.

Cette fois, des dizaines de milliers d'Israéliens (juifs et arabes), écoeurés, manifestèrent à Tel-Aviv pour dire leur honte et leur colère. Ce fut le vrai point de départ d'un « camp de la paix » en Israël. Mais le poids écrasant du nationalisme et la complicité de la « gauche » qui ne voulait pas critiquer l'armée (ses dirigeants ont eux-mêmes beaucoup de sang sur les mains), ont fait que ni Sharon ni aucun officier n'eut jamais à rendre des comptes.

1987 LA PREMIÈRE INTIFADA

En décembre 1987, alors que l'agitation montait dans les territoires occupés, avec grèves, manifestations, affrontements sporadiques, un camion israélien écrasa quatre ouvriers palesti-

niens. Ce fut le signal d'un soulèvement général. Les différents groupes de la résistance palestinienne prirent le contrôle de villages et de quartiers, s'attaquèrent à des positions militaires. Mais surtout, jour après jour, la jeunesse palestinienne affronta l'armée, pierres contre tanks.

Le ministre de la défense (et futur prix Nobel de la Paix,) le travailliste Yitzhak Rabin, donna pour consigne à ses troupes : « brisez-leur les os ! » Ce n'était pas une métaphore. Plus d'un millier de Palestiniens furent tués, des milliers torturés, des dizaines de milliers emprisonnés. Mais aux yeux du monde, la révolte des pierres démystifia largement Israël et rendit enfin visible le peuple palestinien et ses droits nationaux bafoués. Elle provoqua une crise politique et pour ainsi dire morale dans le consensus sioniste. Elle ne chassa pas l'occupant mais aurait pu, aurait dû créer de nouvelles possibilités historiques.

1993

L'ILLUSION – ET LA DUPÉRIE – D'OSLO

Le 13 septembre 1993, sous le parrainage de Bill Clinton, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin se serrèrent la main devant la Maison Blanche pour entériner des accords négociés à Oslo.

Le gouvernement Rabin, tout en devant tenir compte des exigences (limitées) du grand parrain américain, cherchait à transformer son mode de domination des Palestiniens. Un peuple qui venait de prouver sa détermination, mais dont la principale organisation nationale, l'OLP, affaiblie, était peut-être disposée à se laisser domestiquer, voire acheter d'une certaine façon. Les dirigeants israéliens ne cherchaient aucunement à rendre possible une paix fondée sur la constitution d'un véritable Etat palestinien indépendant. Ils voulaient résoudre le dilemme de ces territoires occupés qu'ils ne voulaient ni annexer ni décoloniser, en y offrant à l'OLP la sous-traitance de la gestion de la misère et de la « sécurité », quitte à lui accorder les apparences plus ou moins dérisoires d'un embryon d'Etat.

La preuve en est qu'après les accords d'Oslo, la situation réelle des Palestiniens ne changea guère. La domination économique israélienne continua, l'implantation des colonies ne fut même

pas ralentie. On passa de 200 000 à 400 000 colons en Cisjordanie entre 1993 et 2000. On allait tout droit vers un bantoustan palestinien, à l'image des Etats fantômes inventés par le régime d'apartheid en Afrique du sud. Pas de paix sans justice : la deuxième



Religieux sous l'uniforme. DR.

Barak s'ingénia à offrir à l'OLP des « conditions de paix » – la dite « offre généreuse » de 2000 – inacceptables et faites pour ne pas être acceptées. Ce gouvernement expliqua alors aux Israéliens qu'il s'était trompé, que les attentats qui se multipliaient prouvaient

Intifada commençait en septembre 2000.

2001 LA DEUXIÈME INTIFADA ET L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE SHARON

Ce nouveau soulèvement du peuple palestinien n'eut pourtant pas les mêmes répercussions idéologiques sur la société israélienne que la première. De multiples raisons peuvent l'expliquer, mais l'une d'entre elles doit être soulignée : le parti travailliste (un des grands partis historiques du sionisme, celui qui dirigea le plus longtemps Israël et qui parraina les premières grandes étapes de la colonisation) avait fait cette fois le sale boulot de décourager la population tentée par la recherche de la paix par des concessions et la reconnaissance du droit des Palestiniens à avoir un Etat. Rabin lui-même avait laissé la bride sur le cou à la colonisation. Cependant, la haine que lui portait la droite israélienne conduisit à son assassinat en 1995 par un fanatique religieux juif. Son gouvernement ne saisit pas l'occasion de casser les reins de l'extrême droite. Au contraire, le premier ministre Ehud

bien que les Palestiniens ne voulaient pas la paix, qu'Israël « n'avait plus de partenaire pour la paix », qu'il fallait décidément protéger les colonies en Cisjordanie, construire un mur et bombarder sans retenue de l'autre côté.

2015 LA GUERRE PERMANENTE

Il était logique alors que celui qui incarnait le mieux une telle politique devienne le nouvel homme fort du pays. En 2001, Ariel Sharon, le boucher de Sabra et Chatila, était triomphalement élu premier ministre. Depuis la société israélienne, gangrénée et façonnée par son entreprise coloniale, de massacres en bombardements de Gaza, n'a cessé de tomber toujours plus sous l'emprise des pires forces réactionnaires et racistes. Nouvelles colonies et blocus de Gaza, révoltes palestiniennes, répression de plus en plus barbare : la politique d'Israël est désormais celle de la guerre permanente. □

ENTRETIEN AVEC MICHEL WARSCHAWSKI La perspective révolutionnaire d'un vivre-ensemble

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

Michel Warschawski milite depuis de longues années en Israël. Il a retracé sa biographie dans un de ses ouvrages, *Sur la frontière* (Stock, 2002).

Après avoir passé ses premières années à Strasbourg, il a décidé à 16 ans de partir pour Jérusalem où il a entrepris des études talmudiques. Il a rejoint en 1968 l'Organisation socialiste israélienne fondée en 1962 par des exclus du PC israélien et des militants plus anciens influencés par le trotskysme. Le groupe était surtout connu par le nom de son journal, Matzpen (« La boussole » en hébreu). Matzpen était une organisation révolutionnaire qui considérait le sionisme comme un projet colonial et combattait pour une coexistence entre Juifs et Arabes sur la base d'une complète égalité. Dès juin 1967, Matzpen appelait au retrait complet, immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires occupés et affirmait son soutien au droit du peuple palestinien à combattre pour sa libération.

Malgré un effectif restreint, les actions et positions de Matzpen

ont eu un écho qui en a fait un « ennemi intérieur » dénoncé par les sionistes de droite comme de gauche, et dont les militants étaient fréquemment arrêtés. Bien que formé en majorité de militants juifs, Matzpen s'efforçait à la fois de mobiliser la jeunesse juive israélienne et de développer des liens avec les Palestiniens d'Israël et les organisations de la gauche palestinienne et de pays arabes.

Dans les années 1970, un débat s'est ouvert au sein de Matzpen sur ses perspectives. Matzpen et des militants de la gauche palestinienne ont décidé de créer en 1984 le Centre d'information alternative (AIC), organisme d'information et de solidarité dont Michel Warschawski est le directeur. Matzpen a ensuite cessé d'exister comme organisation bien que nombre de ses militants demeurent actifs dans divers mouvements. En 1989, Michel Warschawski a été condamné à plusieurs mois de prison ferme pour « prestations de services à organisations illégales » (il s'agissait de l'impression de tracts). H.W.

Dans un texte de l'été 2014, tu parles de « fascisation » en Israël. Quelles sont les racines de ce processus ? Est-ce seulement le produit de l'état de guerre ? Peut-on dire que désormais c'est l'extrême droite qui gouverne ?

Je parle d'un processus long qui remonte à la campagne de haine et de délégitimation qui a précédé l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995. Les assassins du Premier ministre ont pris le pouvoir et sont en fait le pouvoir depuis. J'y inclus l'épisode Ehud Barak (1999-2001) qui, certes, a été le candidat des Travaillistes, mais défendait une politique d'extrême droite et a tout fait pour qu'Ariel Sharon devienne Premier ministre et lui son ministre de la Défense.

Vingt ans donc de pouvoir continu de la droite, qui ont changé la donne, pas tant dans le domaine de la politique coloniale envers les Palestiniens mais dans le régime interne de l'Etat d'Israël.

Le racisme s'est lâché, dans le discours politique, dans la rue et dans la législation qui culmine avec la proposition de modification de la « Loi Fondamentale – Israël, Etat-Nation du peuple Juif ». Une série de lois liberticides et ouvertement discriminatoires contre la minorité palestinienne d'Israël a déjà été votée, d'autres, pires encore, sont en

route. La Cour Suprême, qui a été pendant de nombreuses années le garant d'un système qui jonglait entre « Etat juif » et « Etat démocratique », est depuis quelque temps l'objet d'attaques violentes de députés d'extrême droite. Plusieurs projets de loi visent à réduire son pouvoir.

Le gouvernement s'appuie sur un bloc de trois partis d'extrême droite, bloc dans lequel Netanyahu fait figure de modéré !

Si depuis un an je parle de fascisme, c'est parce qu'à tout ce que je viens de mentionner s'ajoute la violence contre les militants et organisations démocratiques, de la part de petits groupes fascistes ou même de passants. Gouvernement d'extrême-droite + lois liberticides + violence qui vise à terroriser toute parole critique = fascisme.

Israël est désormais un des Etats où les inégalités sociales sont les plus fortes (y compris parmi les Juifs), les politiques néolibérales démantèlent les acquis sociaux. Et, pourtant, vu de l'extérieur, le débat social et politique dans la partie juive de la population israélienne semble se polariser complètement autour de deux axes : la religion et la « sécurité ». Est-ce exact ? Les questions sociales ont-elles disparu du paysage ?

Effectivement, Israël est, dans le groupe des pays industrialisés, le second dans le fossé qui sépare les riches et les pauvres : une bourgeoisie très riche et beaucoup de très pauvres. Selon les données de la sécurité sociale israélienne, 32 % des enfants israéliens – juifs et arabes – vivent sous le seuil de pauvreté ! Le démantèlement de l'Etat social et de ses acquis s'est fait avec une brutalité et une rapidité qui auraient fait pâlir de jalousie Margareth Thatcher.

Et pourtant les luttes sociales, en particulier les luttes syndicales, restent extrêmement limitées. Il y a trois raisons à cela : la réussite économique d'Israël qui permet de laisser des miettes aux travailleurs, le fait que le taux de chômage est très bas (inférieur à 2 %), l'absence de tradition et d'organisation syndicales dignes de ce nom. 50 ans de pouvoir absolu de la Histadrout, qui n'avait rien à voir avec une organisation syndicale, même de collaboration de classes, ont empêché la formation d'une conscience de classe, aussi primitive fût-elle. S'il y a des luttes, elles restent cantonnées à une entreprise (en général sur des li-

ciements) ou dans des secteurs plus privilégiés et mieux organisés (infirmières, enseignants).

Les classes populaires réagissent-elles aux politiques d'austérité ? Qu'est devenu le mouvement des « Indignés » d'il y a deux ans ? Que représente le syndicat Koach la-Ovdim qui semble se renforcer au détriment de la Histadrout ?

Le mouvement des Indignés a été un feu de paille : une gigantesque mobilisation qui a entraîné des centaines de milliers de personnes pour un retour à l'Etat providence mais n'a enfanté qu'une commission nationale (la Commission Trachtenberg)... dont quasiment toutes les recommandations ont été rejetées par le gouvernement.

Koach la-Ovdim, qui est la première confédération syndicale indépendante de la Histadrout, reste une organisation modeste, comparée à cette dernière, mais a pu animer des grèves et autres luttes revendicatives de certains des secteurs les plus délaissés, entre autre les travailleurs de l'entretien dans certaines grandes administrations ou encore dans une carrière proche de Jérusalem.

Pour la majorité des travailleurs israéliens, les positionnements, y compris les identités, sont d'abord de l'ordre du politique et du « national », et, très loin derrière, de l'appartenance sociale. On demande à quelqu'un ce qu'il est, il répondra : Juif, puis Israélien, puis Tunisien ou Russe d'origine. Ensuite il dira « religieux » ou traditionaliste. Très rarement il dira « ouvrier » ou « employé ».

Qu'est devenu le « camp de la paix » ? Est-il en situation de peser en quoi que ce soit ?

3000 personnes environ ont manifesté contre l'agression de Gaza. C'est très peu et représente surtout ce qu'en France on appellerait l'extrême gauche. En ce sens, le mouvement de la paix de masse qu'on a connu dans les années 1980 et 1990 ne s'est pas encore remis de sa déroute en août 2000. Cette date est à retenir, car elle marque une cassure, une espèce d'août 1914 du mouvement de la paix : quand Ehud Barak revient des négociations de

Camp David (qu'il a sabotées avec la collaboration de l'administration Clinton), celui qui avait été élu sur la base d'une alternative à la politique d'occupation de la droite, réussit à convaincre son propre camp que Yasser Arafat servait des négociations pour endormir Israël, y créer des lignes de fracture pour finalement jeter les Juifs à la mer (sic !). Il ajoute: la droite avait raison, c'est nous, les pacifistes, qui nous étions trompés.

Le problème est que ce méga-méga-songe a été reçu cinq sur cinq par le mouvement de la paix... Et Sharon a été élu avec une large majorité, pour entreprendre la reconquête des territoires gérés par l'Autorité palestinienne et des quelques acquis résultant des négociations entre Israël et l'OLP. Le mouvement de la paix ne s'est pas remis de cette déroute, et nous sommes encore loin d'une renaissance de ce dernier, comme mouvement de masse capable de peser sur les choix politiques du gouvernement.

Tu as expliqué, je crois, que par son ignorance des questions sociales, une partie de la gauche israélienne et du camp de la paix avait rejeté les sépharades dans les bras du Likoud et de l'extrême droite : est-ce définitif ?

Les couches populaires et plus particulièrement les Juifs pauvres originaires des pays arabes (qu'on appelle à tort « sépharades »), ont fait, depuis la fin des années 1970, le choix de la droite, non par identification avec son idéologie du Grand Israël, mais parce qu'elle représentait l'opposition au pouvoir absolu, totalitaire et raciste – envers les Juifs non Européens – de la pseudo-gauche.

La « gauche » n'a aucune chance de regagner l'électorat populaire, car sa réalité et son image sont bourgeoises, et son racisme anti-oriental colle à son identité. L'immigration massive des Russes a d'ailleurs encore renforcé cette ligne de fracture. Pour reprendre pied dans les couches populaires, une nouvelle gauche est à construire, mais ceci est la tâche de la prochaine génération.

Ceci dit, les mariages intercommunautaires sont de plus en plus nombreux, et je pense que l'appartenance ethnique, au sein de la communauté juive-israélienne, tend à perdre petit à petit de sa pertinence.

Que représente l'extrême gauche en Israël ? Les Anarchistes contre le mur ? D'autres mouvements ?

Ce qu'on appelle ici la gauche radicale est très modeste, définie essentiellement par son positionnement sur les questions politiques (conflit colonial et guerres), même si en général cette extrême gauche défend par ailleurs une orientation anticapitaliste. Elle n'a pas, dans la population juive, de parti dans lequel elle pourrait se structurer, et c'est dans des collectifs qu'on la trouve, que ce soit sur des questions d'ordre politique (occupation, racisme) ou d'ordre social (refugiés économiques, droits des femmes, logement...) Quand il y a des élections, elle vote par défaut pour un des « partis arabes », en particulier le Parti communiste. Ce dernier se défend d'ailleurs d'être « un parti arabe », même si 85 % de son électorat provient de la population palestinienne d'Israël.

Les Anarchistes contre le Mur, cer-

taines organisations féministes, les divers groupes qui luttent contre l'occupation ou les injustices sociales, ou encore le Centre d'information alternative (AIC), se retrouvent dans des campagnes spécifiques (contre le mur, contre les groupes fascistes, pour les sans-papiers, etc.), mais il n'existe pas de structures pérennes.

Un des problèmes auxquels nous sommes confrontés est ce que j'ai appelé, il y a des années, l'« ONGisation » de la politique, une professionnalisation autour de petites boutiques, souvent bien financées pour leurs activités par des fondations ou des Etats européens. Les ONG font certes un bon travail d'information et de sensibilisation, mais elles ne peuvent en aucun cas être la base d'un mouvement de masse. Certains diront même qu'elles en sont, involontairement, un obstacle.

Comment évoluent les discriminations envers les Arabes israéliens ?

La sécession entre Juifs et Arabes israéliens est-elle désormais complète ? Ou bien y-a-t-il des espaces communs de coopération et de lutte ?

Depuis 2000 (en octobre 2000, Ehud Barak ordonnait une répression sanglante des manifestations de solidarité, dans les localités arabes, avec la révolte palestinienne des territoires occupés), nous avons été témoins d'une rupture du front judéo-arabe qui caractérisait le mouvement d'opposition à l'occupation et aux discriminations contre la minorité palestinienne d'Israël (qui fait 20 % de la population). Les Palestiniens ne viennent plus à Tel Aviv pour manifester et ont fait le choix de se mobiliser dans leurs villes et villages. C'est ce qui explique pourquoi les manifestations dans les grandes villes juives sont passées de dizaines de milliers à quelques milliers seulement.

Derrière ce choix, s'exprime aussi une volonté d'autonomie, car dans le « front judéo-arabe », le PC poussait à

une hégémonie juive, dont la présence de drapeaux israéliens et la sur-représentation d'orateurs juifs étaient les signes extérieurs.

La minorité arabe est représentée à la Knesset par trois partis de poids plus ou moins égal : le PC (sous la forme du Front pour la paix et l'égalité), le Rassemblement national démocratique (Balad – nationalistes radicaux), et la Liste arabe unifiée, nationaliste conservatrice.

Un amendement à la loi électorale peut pousser les partis arabes à faire à l'avenir liste commune, s'ils veulent avoir des élus, et si cette perspective se réalise, il pourrait y avoir dans la prochaine Knesset un groupe parlementaire arabe d'une quinzaine de députés (sur 120...). A moins que n'aboutissent les tentatives de l'extrême droite d'interdire à certains partis arabes de se présenter. A ce propos, les prochaines semaines seront déterminantes.

Pour que le front judéo-arabe se reconstruise, il est indispensable que les militants juifs acceptent de se débarrasser de leur volonté hégémonique et de devenir une force d'appoint à un mouvement qui est d'abord un mouvement national arabe.

Quel est l'écho de l'AIC dans le contexte actuel ?

La spécificité du Centre d'information alternative est d'être, trois décennies après sa constitution, toujours la seule organisation commune israélo-palestinienne. L'AIC regroupe des militants, connus et reconnus, de la gauche palestinienne et des antisionistes israéliens. Si, comme son nom l'indique, elle fait un travail d'information et d'analyse politique et sociale (en particulier sur son site alternativenews.org), son originalité et son importance résident dans son choix d'être une brèche dans le mur qui sépare les deux sociétés, y compris dans le monde militant, et de promouvoir une perspective de coopération et de partenariat entre les mouvements des deux côtés de la « ligne verte ».

Dans un contexte où la séparation est perçue comme une valeur quasi-absolue, la perspective d'un vivre-ensemble est éminemment révolutionnaire, et elle passe par la nécessité d'un combat commun. □

La Holyland Tower (Tour de la Terre sainte) à Jérusalem. DR



A 40 ANS DE LA LOI VEIL

Les luttes pour le droit à l'avortement

PAR MATHILDE BRETON

« Si la fécondité est le lieu de la domination du masculin, il s'ensuit que la prise par les femmes du contrôle de leur propre fécondité revient pour elles à sortir du lieu de leur domination » (Françoise Héritier, « Masculin, Féminin », Odile Jacob, 2002).

Les luttes pour le droit à la contraception et à l'avortement ont été au cœur des luttes féministes des années 1970 en France et dans beaucoup d'autres pays. Les mobilisations massives ont permis la conquête d'un droit essentiel pour la liberté des femmes, celui de maîtriser elles-mêmes leur fécondité et donc de pouvoir prendre en main leur destin, de devenir des individus-femmes autonomes, ce qui leur a été dénié au cours des siècles par tous les pouvoirs établis, y compris en France. Cependant, le droit de maîtriser leur maternité n'est jusqu'à ce jour reconnu qu'avec restriction.

UNE HISTOIRE QUI VIEN DE LOIN ?

L'avortement a été pratiqué de tout temps et dans tous les pays, dans des formes souvent barbares, avec des conséquences gravissimes pour la santé et la vie de nombreuses femmes au fil des siècles. Pourtant la lutte des femmes pour le droit de choisir n'a pris forme qu'assez récemment. La maternité, à la fois sacralisée et prétexte à l'exclusion des femmes, déterminait leur sort. Les révolutionnaires de 1789 ne l'étaient guère à l'égard des femmes, elles qui n'avaient pas droit à la parole, n'étaient ni électrices ni éligibles. Distinguons tout de même Condorcet, même si ses rapprochements sont hasardeux, qui déclarait : « pourquoi des êtres exposés à des grossesses (...) ne pourraient-ils pas exercer des droits dont on n'a pas imaginé de priver ceux qui ont la goutte tous les hivers... »

Pendant le 19^{ème} siècle, des courants féministes mirent en avant ces revendications principales : égalité juridique avec les hommes, droit à l'éducation, droit de vote. Les féministes du milieu du 19^{ème} siècle appuyaient le plus souvent leurs revendications sociales et politiques sur la fonction maternelle et avançaient peu le droit de choisir librement d'avoir ou non des enfants. Ce

n'est qu'à la fin du 19^{ème}-début du 20^{ème} siècle que quelques féministes influencées par des courants anarchistes ou néo-malthusiens (issus du mouvement néo-malthusianiste anglais, plus progressiste et féministe que le mouvement de Malthus) ont posé la question du choix. Elles se sont heurtées à l'hostilité générale et à la répression.

Citons en France quelques pionnières. Marie Huot fut la première à avoir lancé publiquement en 1892 la revendication du droit à une libre maternité et à employer pour la première fois l'expression « grève des ventres ». Nelly Roussel affirmait à la même époque : « de toutes les libertés que les femmes ambitionnent et revendiquent, il n'en est pas une qui me semble devoir exercer une influence plus décisive sur son destin que cette liberté sexuelle – ou plus précisément cette liberté procréative – pour laquelle on combat. » Madeleine Pelletier, militante féministe sur beaucoup de terrains, a publié en 1911 une brochure sur l'avortement. Ont aussi joué un rôle important Hubertine et Eugène Humbert, militants anarchistes néo-malthusiens qui seront poursuivis et arrêtés plusieurs fois...

1920 : MISE EN PLACE DE LA RÉPRESSION

Au lendemain de la guerre de 1914 (1 400 000 morts, il faut vite fabriquer des ouvriers, des paysans...), la loi de 1920 est votée en une journée par la chambre « bleue horizon » conservatrice et réactionnaire. Elle consacre la victoire des ligues natalistes et cléricales. Elle accentue le caractère nataliste de la politique gouvernementale : en 1902, il avait déjà été institué une prime à la natalité (10 francs pour une fille, 20 francs pour un garçon !) La loi de 1920 assimile la propagande anticonceptionnelle à l'avortement et réprime toute information sur la contraception et bien sûr toute pratique. Elle prévoit des peines de pri-

son. La loi de 1923 va aggraver les conditions prévues en 1920.

Le mouvement ouvrier français s'est peu intéressé au contrôle des naissances au 19^{ème} siècle, contrairement à



Une bataille gagnée ! Ici lors de la manifestation parisienne du 6 novembre 2010 en défense du droit à l'avortement. Photothèque rouge/JMB.

ce qui s'est passé en Angleterre à partir d'un courant néomalthusien qui rejetait les théories de Malthus sur le contrôle des naissances. Les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier français furent très timorées. En 1933, le Parti communiste déposait une proposition de loi pour supprimer l'article 3 de la loi de 1920 qui interdisait la propagande anticonceptionnelle, la SFIO faisait de même. Ces initiatives restèrent sans suite. Le Parti communiste – qui n'avait jamais été un grand défenseur du choix pour les femmes – y tourna carrément le dos en adoptant dans les années 1930 les positions de l'URSS : dans ce pays l'avortement était devenu libre en 1920 ; en 1936, en pleine montée du stalinisme, l'avortement y fut interdit au nom de la défense de la famille (il sera rétabli en

1955, mais dans un premier temps pratiqué sans anesthésie).

Le Front populaire n'abordera jamais la question du contrôle des naissances. Pourtant c'est à cette époque que « le birth control » venu d'Angleterre commença à mobiliser : Bertie Albrecht publia en 1933 la revue Le problème sexuel, qui disparut deux ans plus tard. En 1935 un médecin, le Dr Dalsace, créa une consultation « birth control ». On discutait d'une nouvelle méthode, la méthode Ogino. Mais tout s'arrêta en 1939. Le gouvernement de Vichy mit en place une politique familialiste effrénée, Pétain créa la fête des mères, distribua des médailles aux

cins. En 1956, Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé et Jacques Derogy créèrent presque clandestinement – «La maternité heureuse » –, qui devint deux ans plus tard le Mouvement français du planning familial. Ils s'opposèrent frontalement aux principes familiaux et aux pressions catholiques très présentes dans la société. Ils rencontrèrent l'hostilité du PCF – très influent à cette époque – qui restait opposé à toute libéralisation de la législation sur la contraception et ne remettait pas en cause la loi de 1920. Une phrase de Jeannette Vermeersch, l'une des dirigeantes du parti, est restée célèbre : « depuis quand les travailleuses réclameraient-elles le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie ? »

Au fil des années, de nouvelles initiatives militantes apparurent. Il se créa à Grenoble un premier centre d'accueil public : pour contourner les lois répressives, la délivrance d'informations et la prescription de contraceptifs se fera dans le cadre juridique d'une association. Les centres se multiplièrent très vite dans les départements : cinq ans plus tard, on comptait 42 centres et 37 permanences du planning familial. Les idées progressaient, les pressions sur les politiques aussi. En 1965, Mitterrand faisait de la maternité consciente un thème de campagne. Mais ce n'est qu'en 1967 que la légalisation de la contraception fut établie (loi Neuwirth), les décrets d'application n'étant cependant publiés qu'en 1972-73.

ANNÉES 1970 : L'ACCÉLÉRATION

Le début des années 1970, avec la mobilisation et l'organisation autonome des femmes dans de nombreux pays, a vu les événements s'accélérer. En 1971, 343 femmes appartenant aux milieux du spectacle, de la littérature ou de la politique déclaraient dans un manifeste paru dans L'Observateur avoir avorté. En 1972, une jeune femme mineure était traduite en justice pour avoir avorté. Défendue par Gisèle Halimi, avocate féministe, soutenue par une large mobilisation, médiatisée, elle ne reçut qu'une peine avec sursis. Le procès de Bobigny est resté dans les annales du féminisme et a pesé sur les décisions de justice à venir. La même année, un groupe de 331 médecins signait un manifeste : « oui, nous avons fait des avortements ».

Ce fut ensuite la création du MLAC

(Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception). Des médecins, des militantes et militants non médecins dénoncèrent l'hypocrisie de la société, bravèrent le pouvoir en réalisant eux-mêmes des avortements par aspiration. Un vrai mouvement d'opinion se développa autour de leur initiative. Enfin, une loi libéralisant l'avortement était votée par une assemblée nationale agitée, dont une partie se montrait extrêmement insultante à l'égard de la ministre défendant le projet... et à l'égard des femmes...

C'était un progrès, mais la loi – promulguée le 17 janvier 1975 – restait très restrictive : l'avortement ne pouvait être réalisé que jusqu'à 10 semaines, il s'accompagnait de démarches administratives culpabilisantes pour les femmes, la loi de 1920 était seulement suspendue pour cinq ans. La loi fut confirmée en 1979, avec les voix du PCF et du PS, mais l'absence de bataille de ces députés permit au gouvernement de maintenir et même renforcer les restrictions : la clause de conscience des médecins était maintenue, le délai de réflexion imposé aux femmes passait de huit à onze jours, un entretien était imposé aux femmes, visant « à leur permettre de garder l'enfant », le remboursement était exclu.

En 1978, des élections confirmèrent la droite au pouvoir. Giscard d'Estaing voulait rassurer sa frange la plus opposée à l'avortement. Inculpations de médecins et fermetures de cliniques se multiplièrent, au prétexte que le délai de 10 semaines n'était respecté (rappelez-vous qu'aujourd'hui il est de 12 semaines de grossesse – et 14 semaines d'aménorrhée). En 1981, après l'élection de Mitterrand, ce fut un pas en avant, deux pas en arrière pour le remboursement promis par le candidat. Il était finalement repoussé sine die : trop cher, dit Bérégovoy, et puis « il faut respecter les différentes familles spirituelles »...

Les grandes mobilisations des années 1970 avaient fait tomber des barrières. Elles reprirent sous l'impulsion du mouvement féministe que rejoignirent des associations et organisations. Le gouvernement fut contraint de revoir

sa position. La loi fut votée en décembre 1982, l'IVG remboursée en janvier 1983. Il fallut attendre 2001 pour que la loi sur l'avortement soit améliorée : le délai était alors porté à 12 semaines, l'entretien social n'était plus obligatoire que pour les mineures, celles-ci n'étaient plus soumises à l'autorisation des parents, elles pouvaient être accompagnées de l'adulte de leur choix, l'organisation en cas de besoin de l'anonymat et de la gratuité était prévue, les conditions restrictives pour les étrangères supprimées, l'avortement n'était plus inscrit au code pénal. La loi permet aussi que l'IVG médicamenteuse soit pratiquée hors structures hospitalières par des médecins généralistes.

AUJOURD'HUI

En Europe, en décembre 2013, le Parlement, sous la pression du lobby catholique « pro-vie », rejetait le rapport Estrela portant sur la santé et les droits reproductifs et génésiques ; ce rapport défendait une normalisation à l'échelle européenne, basée sur la reconnaissance des droits des femmes. L'argument mis en avant par les députés européens était que les droits sexuels et reproductifs relèveraient de la compétence des Etats membres... C'est dans ce contexte que Rajoy en Espagne pensa pouvoir regrouper la droite espagnole autour de son projet de suppression du droit à l'avortement.

En France, le danger n'est sans doute pas un retour sur les lois de 1979 et 2001. Mais comme l'a souligné récemment le Haut-conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à l'avortement demeure un droit « à part », non consacré expressément par les textes juridiques comme l'expression d'un droit. Il existe en effet une série d'obstacles subjectifs et objectifs qui en limitent le plein exercice.

Il reste ainsi une notion de « tabou » autour de l'avortement. Alors que l'interruption de grossesse est devenue un acte assez commun dans l'existence d'une femme – près d'une femme sur trois y a recours dans sa vie –, les tentatives de culpabilisation à leur égard

sont courantes et ne viennent pas seulement des milieux catholiques ; des polémiques se développent régulièrement sur la banalisation de l'avortement qui serait considéré par les femmes comme un moyen contraceptif, sur le fait qu'elles ignoreraient la contraception... Les statistiques montrent pourtant que sur 220 000 femmes qui avortent chaque année en France, seulement 3 % ne sont pas sous contraceptifs.



Tête de cortège de la manifestation du 1er février 2014, qui a rassemblé à Paris 20 000 personnes en solidarité avec les femmes de l'Etat espagnol. Photothèque rouge/JMB.

Il faut aussi mentionner le peu d'intérêt porté à la pratique d'IVG par les médecins obstétriciens et gynécologues dans les hôpitaux. Ils la délèguent systématiquement à des médecins vacataires souvent peu formés. S'y ajoute fort probablement chez les médecins le sentiment que la décision d'interrompre la grossesse ne leur appartient pas, qu'ils ne sont que des exécutants... Le pouvoir médical n'aime pas voir son autorité remise en cause.

N'oublions pas non plus les pressions exercées régulièrement par les intégristes catholiques, avec en particulier l'association *Laissez les vivre* puis *SOS tout petits*, sous la houlette de Xavier Dor. Ils ont dans un premier temps organisé des actions commando dans les blocs opératoires. Quant certains ont fait quelques semaines de prison, après que la loi Neiertz de 1993 eut qualifié de délit les entraves à l'avortement, ils se sont orientés vers des rassemblements très mis en scène aux portes des hôpi-

taux.

Des obstacles objectifs demeurent dans la loi Veil modifiée. Les textes situent le délai à seulement 12 semaines de grossesse, ils imposent un délai de réflexion d'une semaine stigmatisant et pouvant retarder le moment de l'IVG, prévoient une clause de conscience permettant aux médecins de refuser de faire des IVG et même de ne pas établir l'attestation de première consultation.

La loi HPST (hôpital, patients, santé et

territoire), dite loi Bachelot, en imposant la suppression d'hôpitaux, de services, de moyens, de personnels, a considérablement aggravé la situation dans les établissements de santé publics. Plus de 130 Centres d'IVG ont été fermés en une dizaine d'années alors que la demande reste stable. Cette diminution de l'offre conduit à une forte concentration de l'IVG sur les centres restant : 5 % d'entre eux réalisent 23 % des IVG.

L'histoire des cent dernières années montre que les progrès n'ont été obtenus que par l'action militante puis, à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, par la mobilisation massive des femmes. Les fortes manifestations des femmes en Espagne – et dans plusieurs autres pays – ont cette année fait reculer le gouvernement de Rajoy.

Toute notre vigilance active est nécessaire pour veiller sur le droit des femmes de choisir et en améliorer la concrétisation. □

La centralité de la lutte pour les droits reproductifs des femmes

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

L'oppression spécifique des femmes de la classe ouvrière découle de leur rôle dans le renouvellement de la force de travail indispensable à la production de la plus-value. C'est pourquoi la bourgeoisie entend contrôler étroitement l'exercice de leurs droits reproductifs. Et c'est aussi ce qui donne sa portée subversive, révolutionnaire, à la lutte pour l'accès le plus libre et étendu à l'IVG et à la PMA.

Durant la Deuxième Guerre mondiale comme au cours de la Première, la bourgeoisie fit pression sur les femmes pour qu'elles sortent de leurs foyers et aillent occuper, dans les usines et les bureaux, les postes des hommes partis se battre. Elle espérait bien qu'une fois la guerre terminée, les femmes rentreraient docilement à la maison, comme après 1918, pour rendre leur place aux hommes. Sauf que cette fois, elles s'y refusèrent.

Les femmes états-uniennes ont été les premières à s'organiser pour le droit à travailler. En 1963, après dix ans d'un combat dans lequel elles durent s'affronter non seulement à la droite religieuse mais aussi aux syndicats, elles contraignirent le Congrès à adopter une loi d'égalité salariale, suivie en 1964 de celle contre les discriminations au travail.¹

Mais elles découvrirent vite qu'elles ne pouvaient se contenter d'une égalité formelle devant la loi : la lutte pour l'égalité des droits impliquait celle pour les droits en matière de sexualité, ainsi que la lutte contre la division sexuelle du travail domestique. Dans ce combat pour l'égalité réelle, les femmes s'unirent à d'autres secteurs de masse qui s'affrontaient au système capitaliste. Le mouvement féministe états-unien tissa ainsi des liens avec la lutte pour les droits civiques des Noirs et avec celle contre la guerre du Vietnam. Et il se produisit un processus similaire en Europe après Mai 68.

Parce qu'il participait d'une montée des luttes au niveau mondial, le mouvement féministe de cette époque a rendu des femmes et des hommes conscients non seulement de la nécessité de la libération des femmes, mais

aussi du fait que son aboutissement était impossible sous le capitalisme. La lutte pour le droit à l'avortement s'est inscrite dans ce courant mondial.

FÉMINISME ET SOCIALISME

Les socialistes révolutionnaires affirment que la participation des femmes en tant que secteur conscient de sa propre oppression est indispensable à la victoire de la révolution. Du fait de la spécificité de l'oppression des femmes dans la société capitaliste, il est nécessaire que celles-ci s'organisent de façon indépendante. Ce mouvement de femmes auto-organisées doit être autonome afin de garantir l'engagement du mouvement pour le socialisme dans la libération des femmes.

Si les questions théoriques n'ont pas joué un grand rôle aux débuts du mouvement de libération des femmes, les féministes socialistes se mirent peu à peu à rechercher dans la théorie marxiste une explication aux phénomènes auxquels elles étaient confrontées. Mais elles découvrirent bientôt que la tradition socialiste n'avait pas apporté de réponses appropriées à beaucoup de ces questions, à commencer par l'origine de l'oppression des femmes.

Le courant prédominant au sein du féminisme socialiste est celui qui défend l'approche des « deux systèmes » : la double oppression des femmes découlerait de leur position au sein de deux systèmes autonomes, le capitalisme et le patriarcat, avec leur implication dans la division sexuelle du travail et leur subordination à l'homme. Dans cette conception, la lutte pour la libération des femmes passe par le fait de combiner les combats contre le capitalisme et contre le patriarcat.

La lutte contre l'oppression de classe requiert l'unité des travailleurs et des travailleuses contre leur ennemi commun, le système capitaliste. Mais la lutte contre l'oppression sexuelle exige l'unité des femmes de toutes les classes contre leur ennemi commun, le patriarcat, dont font partie les hommes de toutes les classes sociales.

Cette démarche « duale » ne parvient cependant pas à résoudre la contradiction qui est inhérente à une tentative de combattre deux structures parallèles, sans établir le lien qui les unit.

VERS UNE EXPLICATION MARXISTE

Le courant des féministes marxistes a apporté une contribution majeure à la théorie de l'oppression des femmes. Mais, alors même qu'il est attaqué par les féministes postmodernes, il a été largement ignoré par les organisations qui se revendiquent du marxisme.

Ce courant féministe a développé et élargi la compréhension marxiste du rôle des femmes dans la reproduction de la classe ouvrière, en tant que service fourni au système capitaliste. En reprenant les concepts de base, exposés par Marx dans *Le Capital*, de la reproduction sociale, c'est-à-dire du processus par lequel le système capitaliste se maintient et reproduit à travers les générations, des féministes telles que Lise Vogel² ont développé une compréhension sophistiquée du rôle du travail domestique.

Selon cette approche, l'oppression des femmes au sein d'une société de classe tire ses racines du rôle qu'elles jouent

soutient la suprématie masculine au sein de la classe ouvrière pour stabiliser la reproduction de la main-d'œuvre, en maintenant son coût dans des limites acceptables.

Il est important de souligner que l'oppression des femmes sous le capitalisme n'est pas déterminée par la biologie en elle-même, mais par la dépendance du capital, pour la reproduction de la classe ouvrière, envers les processus biologiques spécifiques à la femme (grossesse, accouchement, allaitement). C'est cette dépendance qui conduit le capitalisme et son Etat à contrôler et réguler la capacité reproductive des femmes et à renforcer la

leur rôle de reproductrices et rejoignent l'armée industrielle de réserve, ou bien créer des conditions permettant qu'elles assument ce rôle sans cesser de travailler, en socialisant l'attention à apporter à la petite enfance.

En suivant les mêmes critères, un Etat capitaliste peut décider de s'appuyer sur une main-d'œuvre immigrée, ou bien d'assouplir les règles de genre et la morale sexuelle sans pour autant abaisser le niveau de l'oppression des femmes.

L'idée que les femmes pourraient décider par elles-mêmes de remplir ou non leur fonction dans le processus de re-

dans le renouvellement des générations. Dans la période historique actuelle, la famille est la forme sociale spécifique à travers laquelle ce renouvellement s'opère. L'oppression des femmes a un caractère de classe : les femmes bourgeoises sont opprimées du fait de leur rôle de reproductrices de la génération qui héritera de la propriété privée, tandis que les femmes travailleuses sont en charge de l'entretien et du renouvellement de la force indispensable au fonctionnement de cette société : la classe ouvrière. Dans la société capitaliste, toutes les femmes sont opprimées dans la mesure où elles partagent l'expérience de la procréation et subissent l'absence d'égalité avec les hommes. Mais les femmes travailleuses subissent une double oppression : celle qu'elles partagent avec les hommes en participant directement au processus de production, et l'oppression spécifique découlant de leur rôle dans la reproduction et l'entretien des futures générations de salariés.

Du point de vue de l'appropriation de la plus-value, les femmes travailleuses représentent une contradiction pour la bourgeoisie. A long terme, cette dernière tire profit de leur rôle de reproductrices de la main-d'œuvre. Mais dans l'immédiat, les femmes engagées dans le processus consistant à procréer et élever les enfants diminuent leur contribution en tant que productrices directes. De plus, leur contribution à l'entretien de la main-d'œuvre (tâches domestiques) se voit également amputée. Non seulement la bourgeoisie ne peut pas s'approprier toute la plus-value potentielle que la femme travailleuse générerait si elle ne procréait pas et n'élevait pas les enfants, mais elle doit encore l'entretenir pendant cette période « improductive ». C'est pour abaisser ce coût que la bourgeoisie impose à l'homme de subvenir aux besoins de la famille et qu'elle résiste à toute tentative de sa part d'échapper à ses « responsabilités ». Le fait que les femmes soient dépendantes des hommes pendant la période de la procréation et de la maternité constitue la base matérielle de leur subordination dans une société de classe. Le capitalisme encourage et

Photothèque Rouge/JMB.



domination masculine. Et c'est la combinaison de ce fait social et de la différence biologique qui détermine la forme particulière de l'oppression des femmes dans la société capitaliste.

« SI JE VEUX, QUAND JE VEUX »

Lorsque l'on étudie les politiques natalistes des Etats capitalistes, on constate qu'outre la question de la religion (qui est utilisée comme argument d'autorité), ce qui compte est la proportion de la force de travail que la bourgeoisie d'un pays donné a besoin de renouveler à chaque génération. Ce renouvellement s'effectue en général sans problème, mais s'il est menacé par une catastrophe naturelle, une guerre ou une famine, l'Etat bourgeois peut intervenir afin de faire pression sur les travailleuses pour qu'elles priorisent

nouvellement générationnel est insupportable à la bourgeoisie. C'est pourquoi le mot d'ordre « un enfant si je veux, quand je veux », qui implique la revendication du droit à l'IVG et à la PMA pour toutes les femmes, quelle que soit leur orientation sexuelle, acquiert une portée révolutionnaire et pourrait être au point de départ d'un nouveau mouvement féministe. Dans tous les cas, un tel mouvement ne pourra surgir que sur la base d'un combat large en défense des droits sexuels et reproductifs de toutes les femmes. □

¹ L'amendement constitutionnel établissant l'égalité des droits entre hommes et femmes a connu un sort différent. Bien que voté en 1972 par les deux chambres, à ce jour il n'a toujours pas été intégré à la Constitution américaine, du fait notamment de l'opposition de l'American Federation of Labour (AFL-CIO).

² Lise Vogel, « Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory », Haymarket, 2013.

Racisme : pourquoi les Roms et les Musulmans ?

PAR DENIS GODARD

Comme toute forme de domination, le racisme n'est pas d'abord une idéologie. Il est d'abord une expérience concrète faite et subie par des dominés. Il est donc impossible de le combattre sans partir des formes concrètes qu'il prend.

Démontrer qu'existe aujourd'hui un racisme ciblant spécifiquement les Musulmans ou les Roms n'est pas encourager une communautarisation ou une ethnicisation des combats. C'est se donner les moyens de lutter dans la réalité telle qu'elle se présente. C'est ensuite se donner les moyens de lutter contre le racisme tant ces formes spécifiques qu'il prend sont, en fait, les voies permettant de faire sauter des tabous sur d'autres formes du racisme que les luttes antérieures avaient rendu moins acceptables par la société.

Tel est donc l'enjeu de cet article. Démontrer la spécificité et l'actualité de certaines formes de racisme, démontrer que ces formes sont construites (il y a un racisme d'Etat, un racisme des élites), démontrer qu'elles ont une fonction dans un système de domination globale. De convaincre alors de l'urgence absolue à mener le combat aux côtés des premières victimes de ce racisme et des pistes sur la stratégie à mettre en oeuvre. Tâche bien ambitieuse ! Si du moins il y contribue, il aura été utile.

DES CIBLES SPÉCIFIQUES ?

Même si les attaques contre les Musulmans et les Roms sont évidentes, l'idée qu'elles construisent un racisme les visant spécifiquement est contestée jusqu'au sein de la gauche comme en témoignent les réticences contre le terme d'islamophobie.

Précisons que nous ne définirons pas ce que seraient un ou une Rrom ou un ou une musulmane. Il est du ressort de chacun de choisir (ou non) parmi ses identités multiples et quand le faire. C'est ainsi avec de fortes réticences que Daniel Bensaïd avait décidé de revendiquer l'identité de Juif et dans le seul but de contester que certains puissent parler « au nom » des juifs pour défendre l'Etat d'Israël. Notons simplement, pour la suite, que l'assignation à une identité est un des res-

sorts du racisme largement indépendant des choix des individus concernés et particulièrement révélateur de la construction en jeu. Ainsi le nombre de Roms vivant en France tel que recensés par le Conseil de l'Europe est 20 fois supérieur aux chiffres cités par ceux qui y voient un problème. Dans le discours raciste, qu'il soit gouvernemental ou « populaire », les Roms sont les habitants de bidonvilles. Souvent originaires de Roumanie ou de Bulgarie ils et elles ne sont pourtant pas tous Roms.

Le 14 septembre 2010, Viviane Reding, commissaire européenne, fait une déclaration à propos de la France qui va faire scandale. « J'ai été personnellement choquée par des circonstances qui donnent l'impression que des personnes sont renvoyées d'un Etat membre juste parce qu'elles appartiennent à une certaine minorité ethnique. Je pensais que l'Europe ne serait plus le témoin de ce genre de situation après la Seconde Guerre mondiale. [...] C'est une honte. » Elle vient de prendre connaissance d'une circulaire du ministère de l'Intérieur du 5 août qui vise les Roms en exigeant le démantèlement de leurs camps « en priorité ». Or les Roms ne sont pas censés exister pour l'Etat français qui ne reconnaît que les nationalités.

Ce qui fait alors scandale n'est pourtant pas la circulaire mais le parallèle établi par la commissaire européenne. La circulaire sera retirée. Pas la politique qui la sous-tend ni les démantèlements de camps ni les expulsions et surtout pas les propos qui les justifient. Pourtant ce qui les justifie c'est l'idée exprimée par Nicolas Sarkozy selon laquelle les Roms n'ont pas « vocation à s'intégrer » dans la société française. A l'époque de son tristement célèbre « discours de Grenoble » à l'été 2010, un certain Manuel Valls s'indignait : « on désigne des populations à la vindicte ». Le même Manuel Valls, devenu ministre de l'intérieur, reprendra

pourtant la politique du gouvernement précédent et ses justifications pour démanteler les camps : « les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays, pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution. »

Le racisme repose sur une essentialisation de catégories de la population en fonction de la couleur de leur peau, de leur origine – réelle ou supposée –, de leur religion. L'essentialisation est une réduction de l'identité des personnes concernées (par définition multiple : sexe, genre, origine, histoire personnelle, classe sociale...) à une seule identité exclusive, non choisie, présentée comme déterminant les pensées et comportements et constituant des groupes homogènes (les femmes, les Musulmans, les Roms, les Arabes, les Noirs...). Il serait dans la nature des individus de ces groupes de se comporter de telle ou telle manière définie selon des stéréotypes, sans que rien ne puisse les changer ni leur volonté propre ni les facteurs sociaux.

Pour Manuel Valls, en ce qui concerne les Roms, cette essentialisation repose sur des bases culturelles. Cela n'y change rien, car l'identité Rrom, non choisie, est pour lui déterminante. Il reprendra même l'expression de Nicolas Sarkozy selon laquelle les Roms « n'ont pas vocation à s'intégrer ». Et quand la culture est ainsi exclusive et déterminante, le racisme biologique n'est pas loin. Eric Fassin cite les exemples de cette biologisation des Roms pris dans des déclarations publiques, des articles de journalistes, des réactions de « riverains »¹. Le 24 août 2010, dans France Soir, la fille adoptive de Chirac dira « ils vivent comme des rats », tandis que Jean-Marie Le Pen, à Nice, le 4 juillet 2013 s'at-

taquera à « quelques centaines de Roms qui ont dans la ville une présence urticante et, disons... odorante ».

PARLER D'ISLAMOPHOBIE ?

Les mêmes ressorts sont à l'oeuvre concernant les Musulmans, discours essentialisants et lois et pratiques discriminatoires. Les discours sont allés si loin dans la société française (depuis la théorie de « guerre des civilisations ») qu'un théoricien de l'extrême-droite, Renaud Camus, peut aujourd'hui développer une théorie appelée « le Grand remplacement » - théorisant la fin de la civilisation occidentale par l'islamisation de l'Europe au travers du remplacement des Français de souche par l'immigration - sans susciter de scandale. Un portrait complaisant d'un candidat du FN - issu de la droite - lors des dernières municipales illustre dans une der de Libération² son ouverture d'esprit par la présence côte à côte dans sa bibliothèque d'ouvrages de Renaud Camus - dont il partage les thèses - et d'ouvrages de Proust, d'Eluard ou de Stendhal !

Les lois (contre le port du voile à l'école, contre le port de la burqa dans l'espace public) visent spécifiquement des pratiques revendiquées par des musulmans. D'autres, comme la loi récente visant des présumés candidats à la guerre en Syrie, visent implicitement des musulmans.

Cela ne fait qu'une dizaine d'années que des études officielles sur le racisme ont intégré la question du racisme anti-musulman dans leurs enquêtes. Celles-ci concordent pour noter un développement de cette forme de racisme à tel point que, dans son rapport 2011, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) conclut : « si on compare notre époque à celle d'avant la guerre, on pourrait dire qu'actuellement le musulman, ou le Maghrébin, a remplacé le juif dans les représentations et la construction d'un bouc émissaire ». Etudiant les différents rapports existants Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed écrivent que « au delà du rejet du hijab, c'est l'ensemble des actes rituels de l'islam qui feraient l'objet d'une défiance croissante et quasi continue depuis 2008 ».³

Pour déterminer ce qui relève d'un racisme spécifiquement anti-musulman,

des chercheurs ont utilisé la méthode du testing en envoyant aux entreprises des CV que seul le marqueur religieux distinguait (au travers de « détails » tels que le prénom ou un stage fait pour l'une dans une association caritative chrétienne et l'autre musulmane). Pour 100 réponses positives obtenues par Marie Diouf, Khadija Diouf en obtient seulement 38.⁴

On parlera donc désormais d'islamophobie comme moyen permettant de définir la forme de racisme visant spécifiquement les musulmans ou plutôt, ceux et celles, comme pour les Roms, qui sont assignés à cette identité, qu'ils et elles soient ou non musulmans.

UNE CONSTRUCTION HISTORIQUE : ACTUALITÉ ET RECYCLAGE

L'origine du regain de la romophobie actuelle est claire. Elle se développe, à l'initiative des politiques d'Etat, suite aux migrations provenant des pays d'Europe de l'Est après l'éclatement de l'URSS et l'intégration de certains pays à l'Union européenne. Rappelons qu'en 2004 une dizaine de pays issus du bloc de l'Est intègrent l'Union européenne suivis par la Roumanie et la Bulgarie en 2007 ce qui signifie, à terme, l'instauration de la libre circulation entre ces pays et la France.

Dans le cas de ce qu'on appellera, à la suite de Vincent Geisser, la nouvelle islamophobie⁵, son origine se fait en étapes qui révèlent là encore le rôle joué par les élites politiques et médiatiques et notamment par les politiques d'Etat. Au cœur de celle-ci se trouve l'assimilation de plus en plus explicite musulman = islamiste = terroriste. Au début des années 1980, alors que le gouvernement de gauche élu en 1981 effectue un tournant « vers la rigueur », se développent des luttes de travailleurs dans l'automobile et des luttes dans les quartiers populaires. Dans l'automobile ces luttes sont menées par des OS, ouvriers à la chaîne, qui sont en très grande majorité des travailleurs immigrés maghrébins. Dans les quartiers, ce sont leurs enfants qui s'organisent contre le racisme et les violences policières. Ce sont les travailleurs qui seront d'abord attaqués par le gouvernement (et les médias) avec de nombreuses déclarations ministérielles expliquant qu'ils sont « manipulés par les ayatollahs » et s'attaquant à leurs pratiques religieuses⁶. A Poissy, début 1985, le gouvernement fait intervenir la police pour déloger

les occupants de l'usine. Des centaines de travailleurs blancs, ouvriers professionnels, accueillent les CRS en chantant la Marseillaise et au cri de « les Arabes à la Seine ». Au début des années 1990, dans le contexte de la première guerre du Golfe puis de la montée du FIS en Algérie, commencent les premières « affaires du voile » et l'accumulation de lois d'exception au prétexte de la lutte contre le terrorisme islamiste. Les occupations de l'Afghanistan puis de l'Irak après les attentats de septembre 2001 seront l'occasion d'une explosion d'islamophobie.

Ces formes de racismes, dont tout démontre qu'elles sont alors construites, politiquement et médiatiquement, ne partent cependant pas de rien. Elles puisent dans un imaginaire et des préjugés qui avaient déjà été construits antérieurement même s'ils avaient re-

munauté sans territoire) les Roms ont devenu les bouc-émissaires du nationalisme émergent à la fin du XIXe siècle. Il est intéressant de noter que l'établissement des premières cartes d'identité anthropométriques en France en 1912 (qui se généraliseront progressivement à tous les étrangers pour devenir obligatoires pour les français... sous Pétain) visait les nomades auxquels les Roms étaient assimilés et était justifié par des arguments raciaux⁷.

Les considérant comme « génétiquement menteurs et voleurs », la Suisse mettra en oeuvre dans les années 1930 un programme de stérilisation forcée et retirera leurs enfants aux tsiganes suisses. Bien que pouvant être considérés comme « aryens » (originaires du nord de l'Inde), ils seront visés par les nazis et de 50 à 80 000 seront massa-

personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infériorité des pays musulmans, la décadence des Etats gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation. » Mais l'imaginaire islamophobe plonge surtout ses racines dans le colonialisme et notamment la colonisation de l'Algérie. La guerre d'Algérie est incontournable. Comment peut-on prendre position sur la question du voile sans savoir ainsi que l'armée française a utilisé le dévoilement forcé de femmes sur la place publique à Alger pour humilier les Algériens et Algériennes ?

DES FORMES SPÉCIFIQUES AU RACISME GLOBAL

La spécificité de la romophobie et de l'islamophobie ne concerne pas seule-

sion « soft » finalement reprise par la majorité du champ politique c'est « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »).

Avec les Roms, il ne s'agit pas de nombre : on ne parle que de 15 000 personnes. Guy Tessier député UMP de Marseille explique en juin 2013 : « même si c'était dix, c'est encore trop. Ce n'est pas le problème du nombre, c'est le problème de notre capacité à intégrer. » Eric Fassin en conclut : « c'est une logique phobique qui nous ramène à la race, ou plus précisément à un politique de la race, dont l'échec de Viviane Reading en 2010, face à la France, marquait le retour officiel en Europe. »

En ce qui concerne les Musulmans nous sommes dans l'entremêlement des thématiques, celle du nombre et celle de la racialisation de la politique. Ce n'est pas le travail que les Musulmans sont accusés de prendre aux « Français » (qu'ils et elles sont dans leur très grande majorité). C'est leurs racines supposées, leur culture, leur religion...

Mais ces spécificités de la romophobie, de l'islamophobie comme des discours et politiques anti-immigrés, loin de s'opposer, font système et (re) construisent un racisme « classique » contre les Noirs, les Arabes, les migrants, les étrangers. Si le rapport de la CNCDDH cité ci-dessus note l'importance du rôle joué par le racisme anti-musulman, il relève aussi que pour la première fois depuis qu'il existe, l'indice général de tolérance envers tous les racisés baisse de manière continue depuis 2010.

L'étude précise conduit à affirmer que l'islamophobie se développe notamment dans des catégories de la population dont les autres opinions étudiées ne correspondent pas au profil raciste ou ethnocentriste tel que le relève la CNCDDH : dissonance dont la proportion croît avec le niveau d'études et est surreprésentée à gauche et au centre. L'islamophobie joue ainsi le cheval de troie d'un racisme général. « Le racisme est une monstrueuse poupée gigogne qui, une fois libérée, n'épargne aucune cible. Or c'est par le détour de sa banalisation envers les musulmans, sous couvert d'un rejet de leur religion, qu'il s'est à nouveau installé à demeure, redevenu admissible. »⁸



culé. C'est ce qui leur donne une efficacité « populaire » qui permet aux élites de renverser les choses en situant le racisme dans le sens commun et de lui donner une signification « naturelle ». La nouvelle romophobie a des racines anciennes. Peuple transnational (com-

crés dans les camps d'extermination. La nouvelle islamophobie recycle une islamophobie qui date de la même époque de construction du racisme. Dans sa conférence à la Sorbonne en 1883, intitulée « l'islamisme et la science », Renan déclare ainsi : « Toute

ment leur objet mais aussi leur contenu. Le racisme dominant de la fin des années 1980, développé d'abord par le Front national, prenait pour cible les immigrés qui « volent » le travail aux Français. D'où la thématique du nombre et de l'invasion (dans sa ver-

En partant des Roms, Eric Fassin parle lui de « signifié flottant » : « passer ainsi le mistigri, c'est un jeu sans fin (...) "les Roms" ne sont qu'un des signifiants possible de l'altérité, même s'ils en sont actuellement le plus radicalement marginalisé, et le plus violemment repoussé. »

C'est donc la première fonction de ces formes spécifiques du racisme : permettre un redéveloppement de tout le racisme. Le rendre légitime y compris auprès de fractions de la population (la gauche, les couches intellectuelles...) les moins enclines jusque là.

POURQUOI ?

Cette fonction de l'islamophobie et de la romophobie comme portes d'entrée pour relégitimer dans l'opinion une politique de la race et le racisme en général n'épuisent pas la fonction de ces formes spécifiques dans la reconstruction du racisme global.

Pour cela il faut revenir d'abord à l'origine du racisme. Le racisme n'est pas premier. Le racisme intervient pour justifier une situation qui a besoin de justification. « Le racisme est l'effet de la race et non sa matrice » écrit Eric Fassin. Le racisme, sous la forme d'un discours pseudo-scientifique sur l'existence des races, est au XIX^e siècle une théorisation biologique postérieure à l'esclavage et contemporaine du développement de la colonisation. Ce qui est en jeu est la justification d'un traitement discriminatoire envers des populations (les Africains soumis à l'esclavage puis les populations du Sud) à un moment où l'idéologie développée dans les centres du capitalisme est celle, dans le domaine économique du contrat « équitable » (le travailleur est « libre » d'accepter ou de refuser un emploi) et dans le domaine politique de l'égalité des droits pour les individus et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le racisme permet de justifier que des populations soient exclues de ces principes à cause d'une différence de nature : ce sont des races inférieures. Les justifications évolueront avec les transformations du capitalisme et les besoins des classes dominantes (notamment la fin de l'esclavage). Pourtant le racisme continuera d'être développé comme justification du

colonialisme, de l'impérialisme et du traitement discriminatoire de la main-d'œuvre immigrée. « Le racisme sert à diviser ce qui devrait être uni (les exploités et les opprimés) et à unir les ce qui devrait être divisé (des exploités avec des exploités) » explique le sociologue Saïd Bouamama. Le racisme sert à s'attaquer à des fractions de notre classe – les racisés-e-s –, à la diviser et à construire une identité trans-classes (occidentale, européenne, française). De ce point de vue, encore, les spécificités des formes de racismes, loin de s'opposer, sont complémentaires. Dans une société française où l'immigration des années 1950 et 1960, considérée comme immigration de travail et temporaire, a construit des générations « issues de l'immigration » mais de nationalité française, l'islamophobie permet de justifier une discrimination qui ne dépend pas de la nationalité juridique mais de l'origine réelle ou supposée c'est-à-dire basée sur la couleur de la peau.

Elle permet aussi, par la création d'un ennemi intérieur, de justifier toutes les atteintes aux droits démocratiques ainsi qu'aux libertés, et le développement de régimes d'exception de moins en moins exceptionnels et de plus en plus permanents. Dans le développement d'un espace européen conçu par les classes dirigeantes comme une nécessité dans la compétition internationale, la romophobie permet de justifier le développement d'entraves à la liberté de circulation des travailleurs et leur mise en concurrence à l'intérieur même de cet espace. Elle permet par ailleurs de justifier la criminalisation de la pauvreté qui est l'origine des bidonvilles et non une supposée nature romme (ce que révèle bien cette assignation à identité romme des habitants des bidonvilles même si ils ou elles ne le sont pas).

Bref si on y ajoute la situation faite aux migrants justifiée par le fait qu'on ne peut accepter toute la misère du monde », ces différentes formes de racisme permettent de justifier la négation de valeurs proclamées et construisent une identité « blanche » et « française » indépendante des antagonismes de classe au nom de laquelle tout est possible dans l'affrontement entre capitaux sur le marché mondial : domination d'autres pays, exploitation de sa propre main-d'œuvre, militarisation de l'Etat...

NULLE FATALITÉ

Analyser le racisme comme une construction historique, sociale et politique est ce qui permet de dégager des axes pour le combattre. Si le racisme est une construction historique, cela implique qu'il a un début... et peut avoir une fin. Ce qui est construit peut-être détruit. Il n'y a pas de fatalité dans le racisme.

Si le racisme est une construction sociale, cela signifie qu'il émerge dans un société donnée et répond à la logique dominante de cette société. Cela signifie d'une part qu'on ne changera pas cette société sans combattre la politique de la race et le racisme. Et on ne combattra pas le racisme sans comprendre que les races existent. Non pas biologiquement mais socialement. Parce qu'elles ont été construites, les races existent : on ne vit pas exactement les mêmes réalités en France quand on est Noir, arabe, musulman ou Rrom, et lorsqu'on est blanc. Dans ce combat il ne peut donc s'agir de lutter « pour » les musulmans, pour les Rroms ou pour les sans-papiers : ils et elles sont les acteurs et actrices stratégiquement centraux de cette lutte. Mais cela signifie aussi que cette lutte ne peut aboutir sans connexion avec la lutte globale contre le racisme, c'est-à-dire sans l'unité des exploités et des opprimés dans la lutte antiraciste et dans les autres luttes au-delà des races telles qu'elles ont été construites.

Enfin si c'est une construction politique cela signifie d'abord que le refus de l'altérité construite par les politiques dominantes, le refus de la politique de la race, implique la construction d'une autre (sic) altérité : celle qui oppose les politiques capitalistes et racistes aux politiques de l'émancipation. La fin du racisme ne se fera pas par hasard. Elle exige une volonté et une politique. □

1 Eric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, « Roms Et Riverains, Une politique municipale de la race », la Fabrique éditions, Paris, 2014.
2 http://www.liberation.fr/politiques/2014/03/17/philippe-martel-fnarque_987780
3 Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, « Islamophobie – Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman" », La Découverte, Paris, 2013.
4 Claire Adida, David Laitin et Marie-Anne Vlafort, « Les Français musulmans sont-ils discriminés dans leur propre pays ? Une étude expérimentale sur le marché du travail », French American Foundation Report, 2010.
5 Vincent Geisser, « La Nouvelle islamophobie », La Découverte, Paris, 2003.
6 Denis Godard, « 1983-2013 – Le spectre de la marche pour l'égalité et contre le racisme nous hante encore », revue l'Anticapitaliste n° 50, janvier 2014.
7 Cf. Gérard Noiriel, « Le Creuset français – Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle », Seuil, Points Histoire, 1988.
8 Edwy Plenel, « Pour les musulmans », La Découverte, Paris, 2014.

Souffrance au travail et capitalisme

PAR VINCENT DUSE

Aujourd'hui plus que jamais, avec le chômage de masse, la précarité, les liens qui se détruisent, la question de l'exploitation est au centre des préoccupations du monde du travail. Des méthodes telles que le *lean management* ou le toyotisme font des ravages, aggravant en permanence les conditions de travail et poussant parfois aux suicides.

Le livre d'Elizabeth Dès, *Le harcèlement au travail – Mémoire d'un combat*, publié en 2013 et réédité en 2014, a fait l'objet d'une réunion publique organisée par le NPA à Mulhouse le 10 novembre en partenariat avec Attac. Le texte de l'auteure est accompagné d'une préface du docteur Jacques Giron, du CHU de Toulouse, et d'une postface de Vincent Duse sur les suicides en mai 2007 sur le site de PSA Mulhouse.

Avec la suppression de plus de 20 000 postes dans le secteur de la santé, les conditions de travail des personnels de santé se sont terriblement dégradées. Les directeurs d'hôpitaux sont devenus des chefs d'entreprise dont l'objectif est de faire des gains de productivité au détriment des patients et de la santé publique. Avec des effectifs toujours à la baisse et des charges de travail qui n'ont cessé de croître, le nombre des dépressions nerveuses a explosé. Pour toutes ces raisons, aujourd'hui, les mouvements dans le secteur hospitalier reprennent de la force.

LE SECTEUR AUTOMOBILE DANS LA TOURMENTE

Le secteur automobile subit aujourd'hui des baisses d'effectifs considérables et est dans l'attente de nouvelles fermetures de sites. Cette situation pèse lourdement sur l'ambiance au travail. Les différents plans de suppression d'emplois, chez PSA ou Renault, s'accompagnent d'une augmentation des cadences et des charges de travail, pour faire toujours plus de gains de productivité. Les accords dit de compétitivité ont encore aggravé la situation pour les salariés.

La charge de travail augmente en permanence, en même temps que des postes sont

régulièrement supprimés. Les temps morts sont pourchassés ; les déplacements non productifs sont éliminés et il n'y a donc plus de temps pour discuter entre deux voitures. Les liens entre les salariés se sont ainsi distendus, ce qui est à l'origine des drames sur le site PSA de Mulhouse, avec cinq suicides dont trois dans l'usine elle-même.

L'angoisse de ne pas arriver à tenir son poste s'accompagne de la peur de perdre son travail. L'ensemble des salariés est impacté par cette arme de destruction massive qu'est l'exploitation dans ces nouveaux bagnes salariaux. Les anciens et les malades sont directement dans le collimateur. Ne pouvant plus tenir les postes qui leurs sont proposés, les salariés trop souvent malades ou en longue maladie sont culpabilisés avec des pressions permanentes et des menaces de licenciement, qui se réalisent souvent.

Tout cela n'est pas un malheureux concours de circonstances comme l'a laissé entendre la direction du site de

Mulhouse, en argumentant que ces salariés avaient des problèmes personnels ou familiaux pour se dédouaner de la responsabilité des suicides. C'est une politique consciemment choisie, celle de faire toujours plus d'argent sur le dos des hommes, quel qu'en soit le coût humain. Le mono-flux consiste à faire une seule ligne de montage au lieu de deux et plusieurs véhicules sur la même chaîne, comme c'est déjà le cas chez PSA à Rennes, Poissy et le sera bientôt à Mulhouse. Sur le site de Mulhouse, d'ici 2017 nous en serons à moins 1300 personnes avec une cadence horaire qui pourra atteindre 60 véhicules par heure, une véritable folie. Et un massacre en termes d'emplois et de conditions de travail. La défense de l'ensemble des emplois passe par la défense des conditions de chaque poste de travail.

LES MÊMES ATTAQUES PARTOUT

Ces attaques sont les mêmes partout, sur l'ensemble du groupe PSA et chez les autres constructeurs, mais également les sous-traitants. Face à cette politique d'ensemble, c'est bien un mouvement d'ensemble dont nous avons besoin. Mais pour cela, on ne peut pas compter sur les confédérations syndicales qui se contentent de protestations platoniques tout en accompagnant cette évolution. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour fédérer les équipes combattives et chercher à unifier le secteur auto avec d'autres professions qui subissent les mêmes attaques. L'ouvrage d'Elizabeth Dès prend une place particulière dans cette période où nous sommes face à un patronat décomplexé et de combat, qui va d'attaques en attaques contre le monde du travail, et à un gouvernement à sa solde. Mais les leviers de lutte existent. Chez PSA, de nombreux débrayages, bien qu'encore minoritaires, montrent que tout cela ne passe pas comme une lettre à la poste. Ici comme ailleurs, il y a une volonté de résistance qui pourrait bien converger prochainement. □



Elisabeth Dès, *Le Harcèlement au travail – Mémoire d'un combat, Les Points sur les 1*, 2013, 150 pages, 12 euros.

La révolution en « commun »

PAR MANUEL CERVERA-MARZAL

La collaboration entre le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval a donné lieu en 2009 à la publication d'un premier ouvrage analysant l'expansion de la logique concurrentielle à l'ensemble des sphères de la vie sociale (*La nouvelle raison du monde*, La Découverte). Erigé en norme universelle des conduites, le marché colonise tous les aspects de l'existence humaine, jusqu'à façonner ses sujets à son image. En ce sens, l'Etat néolibéral est en rupture avec ses prédécesseurs : il n'a pas vocation à protéger certains biens publics de leur appropriation marchande mais, au contraire, il se fait l'agent principal de la privatisation de l'ensemble des ressources. Partant du principe que seule l'intelligence de cette rationalité néolibérale permettra de lui opposer une véritable résistance, Dardot et Laval se sont tournés en 2012 vers les outils conceptuels offerts par l'auteur du *Capital* (Marx, Prénom : Karl, Gallimard). Marx ne nous permet pas d'envisager une réelle rupture avec le capitalisme dans la mesure où sa pensée reste prisonnière de deux perspectives résolument contradictoires. Si la première, tournée vers la lutte des classes et la logique stratégique de l'affrontement, trace une voie indéniable vers l'émancipation, la seconde, en revanche, reste prisonnière de la logique du capital comme système achevé et totalité qui se subordonne tous les éléments de la société. D'après Dardot et Laval, le concept marxien de « communisme » ne parvient pas à résoudre la contradiction entre le jeu de l'action révolutionnaire et la force implacable de l'automate qui brise toutes les résistances. D'où la nécessité de penser le capital avec et au-delà de Marx.

UNE PROPOSITION ARTICULÉE AUTOUR DE LA RAISON DU COMMUN

Au diagnostic des maux du capitalisme, le dernier opus de la trilogie de Dardot et Laval se donne pour ambition d'apporter un remède. La critique du néolibéralisme se prolonge à travers la formulation d'une proposition positive, articulée autour de la raison du commun.

Le premier des mérites de cette approche est d'échapper à la posture du philosophe-roi ou du savant éclairé dictant aux acteurs sociaux la conduite à adopter pour se libérer de leurs chaînes. Si l'ouvrage se fonde sur une connaissance encyclopédique des sciences sociales contemporaines (droit, philosophie, sociologie, économie, histoire), la notion de commun ne descend pas du ciel des idées mais émerge du sein des luttes les plus actuelles, contre la privatisation de l'eau, la marchandisation de l'université, l'emprise des oligopoles et des Etats sur Internet, le démantèlement des droits sociaux et l'appropriation privée des espaces publics. Dardot et Laval élaborent le concept de commun à travers un travail de réflexivité cherchant à expliciter le principe partagé qui anime ces mouvements d'émancipation en apparence disparates. Si ce livre constitue bien une tentative de théorisation du commun, cette théorie ne revendique aucune prééminence sur la pratique effective qui lui correspond. La question cruciale ne concerne pas la « nature » de certains biens supposément communs en raison de leurs caractéristiques intrinsèques. Le problème n'est donc pas que l'air et l'eau soient communs du fait qu'ils sont inépuisables, ni que les nuages et la lumière soient communs du fait qu'ils sont insaisissables. Considérer le commun comme l'attribut naturel de certains biens conduit à occulter la façon dont ces biens sont institués en tant que commun. Car le commun procède précisément du domaine de la *praxis*. Il n'est pas une forme *d'avoir* mais une forme *d'action* collective orientée vers l'émancipation humaine. A cet égard, il importe peu d'opposer les biens publics aux biens privés. La distinction pertinente politiquement ne sépare pas la marchandisation des biens de leur accaparement étatico-bureaucratique. Ces deux modes de gestion font violence à l'agir démocratique des sujets politiques. En dépit de leurs oppositions, la mondialisation néolibérale et le communisme d'Etat partagent un refus assumé d'une politique du commun, que Dardot et Laval rapprochent davantage de la

tradition du conseilisme et du communisme libertaire. Si le commun procède d'une *praxis*, échappant ainsi à la logique de l'*avoir*, il échappe tout autant à celle de l'*être*. De même qu'il ne définit pas un ensemble de biens, le commun ne se réfère à aucune nature humaine universellement partagée. La question n'est pas d'identifier une essence propre au genre humain (le logos, la conscience, la liberté ou encore la raison) et dotant ses représentants d'un ensemble de droits dérivés de leur appartenance à la commune humanité. Ce type d'essentialisation aboutit bien souvent à rabattre l'universalité humaine sur une communauté nationale ou ethnique dont sont exclus tous les autres. Aussi Dardot et Laval dénoncent-ils vigoureusement les entreprises du réification du commun en rappelant que seule l'activité des hommes est en mesure de rendre des choses communes. Le commun résulte d'une auto-institution collective, lucide et réfléchie, et non d'une quelconque nature (des hommes ou de leurs objets) qui préexisterait à l'action politique.

DROIT D'USAGE CONTRE DROIT DE PROPRIÉTÉ

De ce point de vue, le danger des politiques néolibérales de brevetage du vivant et d'appropriation des ressources naturelles réside moins dans le passage d'une forme de propriété à une autre que dans l'élimination du droit d'usage au profit du droit de propriété, qu'elle soit publique ou privée. L'enjeu n'est pas tant et pas seulement de sauvegarder les « biens publics » et de renationaliser ceux qui ont été privatisés que de liquider la logique de l'appropriation. Une politique d'émancipation cherchera davantage à investir une logique de l'inappropriable, quels que soient les propriétaires (multinationales ou Etat). Le commun ne peut émerger qu'à travers un droit d'usage des objets garanti à toutes et tous. Ce droit d'usage procède du droit de coproduire les règles d'usage. De telles règles sont démocratiques dans leur contenu et dans leur mode d'élabora-

tion. Ainsi conçu, le droit ne vient pas sanctionner a posteriori un état de fait préétabli – la nature inappropriable de tel bien. Le droit procède au contraire de l'activité des sujets politiques qui, en raison de leur collaboration, se trouvent mutuellement obligés par les règles qu'ils ont posées. Si Pierre Dardot et Christian Laval retombent parfois, malgré leur dénegation initiale, dans le travers consistant à réduire les luttes sociales à des illustrations d'un propos théorique désincarné, il faut mettre à leur crédit l'effort de tirer du principe du commun un ensemble d'implications politiques très concrètes. Ne craignant pas de descendre dans l'arène, la dernière

partie de l'ouvrage, la plus stimulante, dévoile au lecteur une série de neuf « propositions politiques ». Fondées sur le refus d'employer des moyens tyranniques pour atteindre des fins émancipatrices et sur la recherche d'institutions nouvelles à même de remplacer celles de l'Etat et du marché, ces propositions concrétisent la signification du commun sur le plan du droit, du pouvoir, de l'économie, de la culture et de l'éducation. Elles sont modélisées en prenant appui sur des expérimentations actuelles, telles l'autogouvernement zapatiste et le gouvernement communal de l'eau à Naples. Après avoir posé la nécessité d'une

politique faisant du commun le principe autour duquel puissent converger les stratégies de transformation sociale, ces propositions réaffirment l'opposition du droit d'usage au droit de propriété. Elles établissent ensuite que le commun est le principe de la libération du travail, puis que l'entreprise commune et l'association doivent prévaloir dans la sphère économique. Elles appellent à refonder une citoyenneté sociale et à transformer les services publics en véritables institutions du commun. Enfin, elles établissent la nécessité d'inventer des communs mondiaux et, à cette fin, d'instaurer une fédération des communs.

Sous-titré « Essai sur la révolution au XXI^e siècle », l'ouvrage se conclut sur un post-scriptum invitant à « retrouver la grandeur de l'idée de révolution ». Les auteurs constatent qu'avec l'écroulement du vieux monde s'ouvre devant nous une longue période de bouleversements et d'affrontements. Les nostalgiques de Keynes et Roosevelt qui rêvent d'une transition paisible ou d'une harmonieuse conciliation des contraires se fourvoient. L'appel aux « réformes » est dépassé, au point qu'elles ont fini par signifier le contraire d'une avancée sociale. L'heure est à une lutte agonistique entre le règne tyrannique du capital et une révolution démocratique et anticapitaliste planétaire, constatent Dardot et Laval. Face aux accusations de dangerosité et de totalitarisme, les auteurs du texte rappellent, citant Cornelius Castoriadis, que « révolution ne signifie ni guerre civile ni effusion de sang. La révolution est un changement de certaines institutions centrales de la société par l'activité de la société elle-même : l'auto-transformation de la société dans un temps bref ». A un interlocuteur sceptique qui lui demandait : « que voulez-vous donc ? Changer l'humanité ? », Castoriadis répondait : « non, quelque chose d'infiniment plus modeste : que l'humanité se change elle-même, comme elle l'a déjà fait deux ou trois fois. »

Au regard de la perte des repères stratégiques qui affecte l'ensemble de la gauche radicale, l'exhumation du projet révolutionnaire peut paraître évidente aux militants anticapitalistes, mais ils et elles trouveront dans cet ouvrage de précieux et nombreux arguments à l'appui de leur conviction. □



En Méditerranée, des politiques migratoires toujours plus meurtrières

PAR FRANÇOIS BRUN



Mille personnes sont entassées sur ce navire marchand parvenu jusqu'à Catane, au sud de la Sicile. Reuters/Tony Gentile.

Un énième rapport vient de paraître : selon un comptage pointilleux (mais nécessairement approximatif) du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce sont 3419 migrants qui ont, cette année perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée.

Il serait excessif de parler de scoop. Tout observateur suivant de près la courbe du nombre de victimes des naufrages incessants sait qu'elle ne cesse de grimper.

Le mal atroce, scandaleux, est connu. Au gré des flashes d'information distillés par les chaînes en continu, des articles et reportages plus ou moins sincèrement empathiques lorsque le bilan de tel drame donne lieu à un traitement spécial, le fait s'est au moins imposé à la conscience collective que le voyage des hommes, des femmes et des enfants auxquels nos gouvernants dénie le droit de circuler et de s'installer librement auprès de nous est un voyage à haut risque, souvent mortel.

« Auxquels nos gouvernants dénie le droit de circuler et de s'installer librement » : l'identification des causes et des responsables – et coupables – est toute entière contenue dans cette proposition et les larmes de crocodiles inéluctablement versées à tous les étages à chaque nouvelle « tragédie » (le joli mot qui voudrait faire croire à une sorte de fatalité !) n'y peuvent rien changer. D'autant que

la conclusion de ces mêmes gouvernants tombe tout aussi régulièrement, impavide : puisque les dispositifs de surveillance sont en l'état impuissants à sauver les gens (ah oui ! vous ne saviez pas que les dispositifs de surveillance étaient destinés à les sauver ?), il faut les renforcer (Frontex en l'occurrence).

Quel cynisme qui prétend ignorer que, lorsque quelqu'un est prêt à risquer sa vie pour obtenir ce qu'on lui refuse, les probabilités qu'il la perde sont loin d'être nulles ! D'autant qu'il importe d'oublier aussi que ce risque n'est souvent pris que parce que, si on ne le prend pas... on meurt aussi ! Peut-être plus sûrement. Demandez aux Syriens, aux Libyens, aux Somaliens si, pour fuir les guerres et les maux qui ravagent leurs pays, ils avaient le sentiment d'avoir d'autre choix que de se lancer, au prix fort, sur des embarcations de fortune. Qu'en pensent les jeunes Erythréens, de plus en plus nombreux, qui expliquent au HCR qu'ils ont fui « une vague de recrutement intensifiée dans le service national obligatoire et souvent sans fin »?

C'est ainsi que, selon les chiffres du même HCR, depuis le début de l'année, plus de 207 000 migrants, dont une part non négligeable de mineurs non accompagnés, ont tenté la traversée de la Méditerranée (au bas mot, puisqu'on ne parle, par hypothèse, que de ceux qui ont pu être comptabilisés). Le record de 2011

(70 000 migrants), entraîné par les révolutions arabes, se voit donc largement explosé.

Encore faut-il avoir en tête que les morts en Méditerranée n'offrent, compte tenu de la gravité des conflits à son entour et de la multiplication des situations intenable qui prévalent généralement sur de larges portions du continent africain, qu'un effet loupe sur les conséquences meurtrières des politiques migratoires restrictives et, par voie de conséquence, tout-répressives (en novlangue, le contrôle des flux avec humanité et fermeté).

Dans l'Océan indien, l'instauration en 1994 du visa Balladur destiné à faire barrage à l'immigration en provenance des autres îles des Comores a aussi causé au moins 12 000 morts : les corps de beaucoup de ceux qui tentent la traversée des 70 kilomètres entre Anjouan et Mayotte sur les frêles kwassas-kwassas s'échouent régulièrement sur les plages. Et, pour le coup, les gouvernements français successifs sont seuls coupables, l'actuel ne se montrant, bien évidemment, nullement résolu ou même enclin à mettre un terme à cette hécatombe.

Pas plus que les grandes puissances n'ont la moindre intention de cesser leurs sinistres jeux coloniaux qui, en dernière analyse, provoquent tout ce chaos. □